ASSEMBLÉE NATIONALE
QUÉBEC

RÉFORME PARLEMENTAIRE

1980-1995

No 53

Juin 1995

Bibliographie sélective et annotée

Par

Gilberte Boilard
et
Joëlle Desjardins
Bibliothécaires

Dépôt légal
Bibliothèque Nationale du Québec

SOMMAIRE

I - QUÉBEC 5

II - CANADA 12

III - AUTRES PROVINCES 33

IV - AUSTRALIE ET NOUVELLE-ZÉLANDE 37

V - ÉTATS-UNIS 41

VI - FRANCE 54

VII - GRANDE-BRETAGNE 60

VIII - AUTRES PAYS, ÉTUDES GÉNÉRALES ET COMPARATIVES 71

Le thème de la réforme électorale n'a pas été retenu dans cette bibliographie. Une bibliographie sur le financement des partis politiques est parue en novembre 1993 (no 48).

Une liste des titres parus dans la série "bibliographie" est publiée à la fin du document. Quelques numéros portent sur d'autres aspects du parlementarisme: la présidence des assemblées parlementaires (no 46), l'administration des parlements (no 49), le personnel des parlements (no 51), le député québécois (no 40)...

I - QUÉBEC

1. Bellavance, Michel ; Patry, Maurice. *Réforme parlementaire et contrôle de l'administration.* [Montréal]: Direction de la formation, École nationale d'administration publique, 1984. 37 f. 328.714456 B437

   "Document présenté lors du Colloque sur le contrôle de l'administration et la réforme parlementaire, tenu à l'école nationale d'administration publique, Montréal, les 29 et 30 mars 1984."

2. Bergeron, Stephane. *La réforme parlementaire; inachevée: analyse du phénomène des caucus régionaux en tant que facteur de revalorisation du caucus des députés; mémoire présenté à la Fondation Jean-Charles-Bonenfant.* [Québec: s.n.], 1991. 51 f. A11 A8 F652 B47

   "La réforme parlementaire de 1984 fut le résultat d'une réflexion qui s'était amorcée plusieurs années auparavant. Aujourd'hui, tous s'entendent pour dire que cette réforme demeure inachevée. On n'avait d'ailleurs cessé de proclamer que tout processus de réforme des institutions parlementaires devait revêtir un caractère continu. (...) Si le problème des caucus régionaux est un objet d'étude facilement identifiable, le processus de revalorisation du rôle des députés l'est nettement moins. Victime des ratés de la dernière réforme parlementaire, ce processus, véritablement inachevé, a été placé sur les tablettes, dans l'attente d'une nouvelle impulsion de la part d'un autre hypothétique président visionnaire. Il y a encore fort à faire pour revaloriser la fonction et le rôle des députés."

3. Bernard, Louis. *"La réforme parlementaire". Réflexions sur l'art de se gouverner: essai d'un praticien.* Québec: Québec/Amérique, 1987. P. 21-56. 354.714 B519

   "La réforme parlementaire fait partie d'un mouvement global par lequel les Québécois ont redéfini l'ensemble de leurs institutions politiques et appris à s'en servir pour mieux se gouverner. (...) Il semble bien que, dans le jeu des influences, le pouvoir exécutif a quelque peu perdu de son monopole et que le Parlement pourrait reconquérir dans l'opinion une part de son prestige passé, pour peu qu'il s'applique à remplir, en plus de ses fonctions actuelles, les nouvelles tâches socialement utiles que lui a conférées le nouveau règlement. Mais n'oublions pas que si la réforme parlementaire est complétée (ou presque) sur le papier, c'est-à-dire inscrite dans la loi et le règlement de l'Assemblée nationale, elle reste, pour plusieurs de ses éléments essentiels, à être vécue dans la pratique. Les députés québécois sauront, sans aucun doute, être à la hauteur de leur nouvelle tâche."

4. Bertrand, Jean-François. *La réforme parlementaire.* Québec: [s.n.], 1982. 22 f. A11 X1 A8 1982 (Mémoire; 1D)

   "Document déposé en Commission parlementaire lors de l'étude du projet de loi 90 «Loi sur l'Assemblée nationale du Québec: étude du projet de réforme parlementaire

et du nouveau régime de rémunération des députés»."

5. Bonin, Normand. *La responsabilité ministérielle: pierre d'achoppement de la réforme parlementaire ou le courage du député d'arrière-ban, outil premier d'une réforme parlementaire: mémoire présenté à la Fondation Jean-Charles-Bonenfant.* [S.l.: s.n., 1982?]. 69 f. A11 A8 F652 B65

   "Après avoir démontré que malgré le nombre impressionnant de propositions de réforme parlementaire, le député demeure sans pouvoir et qu'il est impératif que le caucus des députés se revigore, l'auteur définira le concept de responsabilité ministérielle et tentera de voir l'impact d'un éventuel assouplissement de la responsabilité ministérielle. Des propositions seront ensuite présentées."

6. Cannon, Lawrence. *"Les règles de procédure à l'Assemblée nationale: l'expérience de la réforme de 1984". Revue parlementaire canadienne.* Vol. 13, no 2 (été 1990). P. 26-28

   Les principaux changements ont touché quatre aspects des procédures: Le calendrier parlementaire, l'étude des crédits budgétaires, la structure des commissions parlementaires, l'autonomie des commissions et les mandats de contrôle parlementaire.

7. Champagne, Maurice ; Deschênes, Gaston. *"Chronologie de la réforme parlementaire (1964-1981)". Bulletin. Bibliothèque de la Législature.* Vol. 11, nos 3/4 (octobre/décembre 1981). P. 1-27

   "Bien que la réforme parlementaire soit généralement associée à la création d'un ministère dirigé par Me Roberts Burns, de 1976 à 1979, il nous est apparu plus juste de situer la brève existence de ce ministère à l'intérieur d'une longue série de réformes qui a débuté en 1964 et qui s'est poursuivie de façon presque ininterrompue depuis cette date."

8. *"Les comités sur le chemin de la réforme: le dossier s'étoffe". Gouvernement parlementaire.* Vol. 2, no 4 (automne 1981). 16 p.

   Quatre articles: Vers une réforme des comités; une leçon à tirer des comités spéciaux?; la réforme parlementaire à Québec: des commissions spéciales à l'Assemblée nationale?; le personnel des comités parlementaires: faire la soudure...; les commissions américaines: nos voisins auraient-ils trouvé la solution?

9. *Le contrôle de l'administration et la réforme parlementaire: actes du Colloque tenu les 29 et 30 mars 1984 à l'École nationale d'administration publique à Montréal.* Sainte-Foy: École nationale d'administration publique, Centre d'études politiques et administratives du Québec, 1984. 333 p. 328.3 C764

   La réforme parlementaire au Québec (R. Guay). La réforme parlementaire au Canada et à l'étranger (R.J. Jackson ; D. Vaugeois). Les contrôles financiers (A. Bernard). La responsabilité des ministres et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes (C.E. Forget ; J. Girard ; F. Aquin). Le contrôle de la gestion (M. Bellavance ; M. Patry). L'impact de la réforme parlementaire pour les partis

politiques, les médias et les groupes (R. Pelletier ; L. Falardeau). Les réformes parlementaires ou le mythe de Sisyphe (G. Deschênes).

10. Deschênes, Gaston. *Les réformes parlementaires ou le mythe de Sisyphe.* Québec: Assemblée nationale, 1984. 35, 22 p. All A8 D483

"Aux questions que les parlementaires et les observateurs peuvent se poser sur l'évolution du parlementarisme québécois au cours des deux dernières décennies, le texte qui suit n'apportera pas toutes les réponses, ni dans sa première partie, qui reverra les principales phases des réformes antérieures, ni dans la seconde, où seront consignées certaines observations qui prendront davantage l'allure d'hypothèses de recherche que de conclusions définitives."

11. Duchaine, Jean-François. *La réforme parlementaire, deux ans après.* Québec: Assemblée nationale, 1986. 84 f. A11 A8 D822

"En juin dernier, nous avons présenté à la Commission de l'Assemblée nationale une proposition visant à poursuivre la réflexion sur la réforme parlementaire. Les membres de la Commission ont exprimé leur intérêt pour cette question, sans toutefois identifier clairement le cheminement que devait prendre cette démarche. Au cours du mois d'août, nous avons rencontré la majorité des membres afin de leur exposer une nouvelle proposition plus détaillée. Le présent document constitue la première étape de cette démarche. Il s'agit d'un bilan préliminaire de la réforme ainsi qu'une analyse et une évaluation sommaire des mécanismes mis en place en 1984. Il ne contient pas de recommandation précise, bien qu'il trace à l'occasion certaines orientations de solutions. On doit le considérer comme un instrument de travail permettant aux membres de la Commission de l'Assemblée nationale de décider s'il y a lieu de poursuivre sur la voie de la réforme de 1984 et, si oui, d'indiquer dans quelle direction."

12. Gauthier, Claude G. *Pour un meilleur équilibre des trois pouvoirs: au nom de la loi: mémoire présenté au président de l'Assemblée nationale et de la Fondation Jean-Charles-Bonenfant.* Québec: Assemblée nationale du Québec, 1983. 52, 7 f. A11 A8 F652 G382

"Enfin, l'Assemblée nationale devrait fournir à ses députés les moyens d'agir comme de véritables législateurs pour contrôler l'exécutif et lui offrir des solutions valables de rechange pour des projets de loi inadéquats. Les députés devraient aussi obtenir un droit de regard sur une réglementation ramenée à des dimensions raisonnables. Nous nous réjouissons déjà de la plus grande importance et de la plus grande marge de manoeuvre accordées aux commissions parlementaires de l'Assemblée nationale par la récente réforme."

13. Grenier, Jacques-André. *L'autonomie des commissions parlementaires à Québec.* Québec: Département de science politique, Université Laval, 1993. 159 p. Thèse, M.A., Université Laval, 1992. 328.7140765 G826

"Huit ans ont maintenant passé depuis l'entrée en vigueur de la réforme et il s'avère qu'aucune étude complète n'a encore été produite sur l'impact de cette réforme, et plus particulièrement sur l'utilisation qui est faite du nouveau système de commissions. Dans la mesure où le sujet de l'autonomie des commissions a représenté un aspect

crucial de la réforme, et que ce thème me semble avoir été très peu étudié, j'ai choisi celui-ci comme problème spécifique de recherche. Je m'interroge à savoir jusqu'à quel point les commissions québécoises sont réellement indépendantes de l'autorité gouvernementale, comme l'ont souligné les partisans de la réforme en 1984, ainsi que certains documents officiels depuis lors."

14. Grenier, Jacques-André. *"L'autonomie des commissions permanentes de l'Assemblée nationale et la discipline de parti de 1984 à 1991". Revue québécoise de science politique.* Vol. 26 (automne 1994). P. 35-73

"Dès le début des années soixante s'est posée la question de la revalorisation du rôle du député québécois. Les commissions parlementaires ont été considérées, dès cette époque, comme un bon moyen pour augmenter l'influence du député et favoriser l'autonomie du pouvoir législatif face au pouvoir exécutif. Cet article veut précisément cerner le degré d'autonomie reconnu aux commissions permanentes depuis la dernière grande réforme parlementaire à l'Assemblée nationale du Québec, en 1984. Après avoir examiné trois types d'autonomie, on est amené à conclure qu'une faible partie du travail des commissions est assumée d'une manière autonome, soit essentiellement le travail réalisé dans le cadre des «mandats d'initiative» et des mandats de surveillance des organismes publics."

15. Guay, Richard. *Réforme parlementaire: projet du président de l'Assemblée nationale.* [Québec]: Assemblée nationale, 1983. 21 f. A11 A8 G82

"Dans cette perspective, il m'apparaît utile de proposer une nouvelle approche de la réforme parlementaire. Celle-ci tient compte des objectifs formulés dans le projet du leader du gouvernement, notamment celui des nouveaux modes de contrôle qu'il a voulu institutionnaliser en créant la commission des finances publiques, celle de la vérification, celle des organismes autonomes; elle retient aussi les nouvelles modalités de fonctionnement (nombre de membres, type de présidence, rôle des ministres) et modifie la manière dont sont actuellement étudiés les crédits)."

16. Massicotte, Louis. *L'organisation des travaux parlementaires à l'Assemblée nationale du Québec.* Ottawa: Service de recherche, Bibliothèque du Parlement, 1982. 26 f. 328.71405 M417

"À compter de 1964, l'Assemblée s'est engagée dans un processus de rationalisation de ses travaux couronné par l'adoption en 1973 d'un nouveau règlement mis à l'essai l'année précédente. De nombreux amendements ont été régulièrement apportés à ce texte depuis son entrée en vigueur, le plus original étant probablement l'ajournement à date fixe introduit en 1978 sur une base expérimentale avant son insertion au Règlement en 1981. La rationalisation du parlementarisme québécois, en plus d'éliminer des usages jugés désuets, s'est traduite par une simplification des règles de procédure, mais aussi et surtout par un train de mesures visant à contrôler le droit de parole des députés et à rendre plus prévisible le déroulement des travaux de

l'Assemblée. La présente étude vise à inventorier ces mesures. On distinguera successivement les moyens ordinaires des moyens exceptionnels de contrôle des travaux de l'Assemblée, les premiers s'appliquant régulièrement et de façon automatique, les seconds requérant la présentation de motions spéciales."

17. Massicotte, Louis. *"Le Parlement du Québec en transition". Administration publique du Canada.* Vol. 28, no 4 (hiver 1985). P. 550-574

"Ce texte décrit et analyse les réformes apportées à la procédure parlementaire québécoise depuis 1964. On y examine d'abord la période allant de 1867 à 1960 pour démontrer que la stabilité des cadres formels de l'Assemblée durant cette période contraste avec plusieurs mutations observées au niveau des comportements des acteurs, mutations dont l'effet net a été, surtout depuis 1905, le «harnachement» de la représentation parlementaire par l'exécutif. En particulier, on présente des données inédites et significatives sur la discipline de vote et sur l'importance de l'initiative parlementaire en matière de législation d'intérêt public. Les changements importants survenus depuis 1964, et qui sont décrits en détail, sont interprétés comme une adaptation institutionnelle rendue indispensable par le volume croissant des affaires à traiter en matière législative et budgétaire. Il faut y voir en dernier ressort une conséquence de l'interventionnisme étatique qui caractérise la Révolution tranquille. En conclusion, on fait valoir que l'essoufflement de l'idéologie interventionniste depuis le début des années 1980 ouvre de nouvelles perspectives plus favorables aux simples députés."

18. Pelletier, Réjean. *Commissions parlementaires et conseils consultatifs.* Sainte-Foy: Conseil de la science et de la technologie, 1987. 53 f. S35 S35 D62/05

"En somme, la réforme de 1984, si elle visait à améliorer le travail législatif des députés, cherchait aussi à reconnaître une plus grande responsabilité du Parlement, par le biais surtout des commissions parlementaires, en matière de contrôle de l'administration et des organismes publics, de surveillance des dépenses de l'État et d'évaluation de la réglementation. Cette réforme visait enfin à accorder aux députés un rôle d'initiative, d'étude, voire d'enquête sur certains sujets."

19. Pelletier, Réjean. *"Les fonctions du député: bilan des réformes parlementaires à Québec". Politique.* No 6 (automne 1984). P. 145-164

"Le triple rôle de législateur, contrôleur et intermédiaire qu'est censé remplir le député québécois doit donc être évalué dans une juste perspective si l'on veut bien saisir le sens des différentes réformes parlementaires amorcées au Québec depuis une vingtaine d'années."

20. Proulx, Mathieu. *"Évolution de l'Assemblée nationale". Revue parlementaire canadienne.* Vol. 6, no 2 (été 1983). P. 12-13

"La Loi sur l'Assemblée nationale assujettit l'organe législatif à de nouvelles règles d'organisation et de fonctionnement, par opposition au règlement de l'Assemblée qui traite de la procédure parlementaire à respecter au cours des délibérations de l'Assemblée. La loi institue un cadre si fondamental qu'elle constitue presque la constitution interne du Québec."

21. Pross, A. Paul. *"Parliamentary influence and the diffusion of power". Revue canadienne de science politique.* Vol. 18, no 2 (juin 1985). P. 235-266

"La diffusion du pouvoir au sein de l'Exécutif et de l'Administration, la prolifération des groupes de pression et l'élargissement de leur rôle, l'attention de plus en plus soutenue que le Parlement reçoit de la part des organismes intermédiaires, voilà autant de phénomènes distincts et pourtant liés les uns aux autres. Cet article soutient que le niveau d'activité des groupes intermédiaires reflète un changement significatif dans la dynamique politique canadienne, notamment au chapitre des appuis que recherchent les entités administratives. En réalité, l'Administration et les organismes intermédiaires trouvent maintenant profit à exploiter les fonctions de légitimation et de diffusion que possède le Parlement, tandis que celui-ci voit son rôle s'affirmer dans le processus de prise de décision."

22. Québec (Province). Assemblée nationale. Président. *Mémoire sur la réforme parlementaire présenté par le président de l'Assemblée nationale.* [Québec]: Assemblée nationale, 1983. 5 f. A11 A8 A33 R43

"Du projet gouvernemental, la proposition du président retient l'essentiel des prémisses et conserve les objectifs: meilleur équilibre de nos institutions démocratiques; modernisation du fonctionnement de l'Assemblée et de ses commissions; meilleur contrôle de l'exécutif et de l'administration publique; meilleur contrôle des finances et des dépenses publiques."

23. Québec (Province). Assemblée nationale. Secrétariat des commissions. *Mémoire présenté à la sous-commission de l'Assemblée nationale (réforme parlementaire) par le Secrétariat des commissions de l'Assemblée nationale.* [Québec]: le Secrétariat, 1982. 67 f. All A8 A33 S68 1982

"Étant donné la nature de son mandat, le Secrétariat des commissions s'abstiendra évidemment d'aborder les points de la réforme qui ne concernent pas les commissions parlementaires ou qui n'ont qu'un lien très éloigné ou très indirect avec elles. Il estime toutefois qu'il est de son devoir de déborder le cadre strict de la mécanique fonctionnelle des commissions pour traiter également de leur objet et de leurs fonctions à l'intérieur du système parlementaire et démocratique, ainsi que de leurs pouvoirs et de leurs moyens d'actions."

24. Québec (Province). Assemblée nationale. Secrétariat des commissions. *La réforme parlementaire 10 ans après: les impacts de la réforme parlementaire de 1984 sur les commissions parlementaires.* Québec: le Secrétariat, 1995. 195, 14 p. A11 A8 A29 E83

"La démarche préalablement établie par le Secrétariat des commissions - et approuvée par le comité - consiste en une triple évaluation, soit: une évaluation factuelle, reposant sur les statistiques accumulées par le Secrétariat depuis 10 ans, ainsi que sur diverses recherches et analyses portant sur la mise en oeuvre des pouvoirs des commissions et sur l'utilisation des ressources; une évaluation subjective, basée sur les résultats d'une consultation menée auprès des députés, auprès de personnes ou de groupes ayant participé à des consultations publiques et auprès des membres de la Tribune de la presse, au moyen d'un questionnaire spécialement conçu pour chacun de ces groupes; une évaluation comparative, où les résultats des commissions sont mis en parallèle avec ceux des comités de l'Assemblée législative de l'Ontario, en tenant également compte de quelques aspects concernant les comités de la Chambre des communes à Ottawa."

25. Québec (Province). Assemblée nationale. Sous-commission sur la réforme parlementaire *[Procès-verbaux de la Sous-commission de l'Assemblée nationale sur la réforme parlementaire]*. Québec: l'Assemblée, 1982. [27] f. A11 X1 A8r

"Quelques sujets d'importance sont soumis à l'examen des membres de la sous-commission, à savoir: la structure des commissions et les modalités de fonctionnement; le débat sur le budget et sur l'étude des crédits; le processus de nomination des présidents et des vice-présidents; le quorum, les questions avec débat, les motions non annoncées, l'horaire des séances (...)"

26. Québec (Province). Assemblée nationale. Sous-commission sur la réforme parlementaire. *Sous-commission de l'Assemblée nationale: mémoires et documents*. Québec: Secrétariat des commissions parlementaires, 1983. 1 vol. en pag. multiple. A11 X1 A8r 1983

Liste des mémoires: Mémoire présenté à la sous-commission par le Secrétariat des commissions de l'Assemblée nationale; texte de la présentation du Vérificateur général; le Vérificateur général du Québec: propositions d'amendements à la réglementation de la commission du Vérificateur général.

Liste des documents: Parliamentary and the scrutiny of public finance; House of Commons: the procedural changes of 19 July 1982 and Supply Procedure of House; évolution récente du système des comités au Parlement fédéral et dans les Assemblées législatives provinciales; les «select committees» britanniques.

27. *[Réforme parlementaire: documents émanant du Cabinet du président de l'Assemblée nationale du Québec]*. [Québec]: le Cabinet, 1983. [14] f. A11 A8 R43

"Comprend la déclaration du président de l'Assemblée nationale, monsieur Richard Guay, lors de l'adoption du rapport de la commission de l'Assemblée nationale sur la réforme parlementaire."

28. Trudel, Rémy. *"Commentaires sur le texte du professeur Wulf Damkowski". Solutions de rechange au règlement des conflits*. Sainte-Foy: Les Presses de l'Université Laval, 1993. P. 157-166.

342.79 S691

"Si les commissions parlementaires désirent faire des enquêtes pour solutionner des conflits, elles n'ont qu'à utiliser l'autonomie que la dernière réforme parlementaire de 1984 leur octroie: le président de chaque commission est élu par les membres et, comme je l'ai déjà mentionné, toute commission peut, sur motion d'un de ses membres, se saisir elle-même d'une affaire. Toutefois, il y a une limite à ce dernier pouvoir qu'il faudrait peut-être faire disparaître: la motion pour un mandat d'initiative doit être adoptée à la majorité des membres de chaque groupe parlementaire."

29. Turcotte, Frédéric. *Contrôle et parlementarisme à l'Assemblée nationale du Québec: mémoire, Fondation Jean-Charles-Bonenfant.* [Québec]: Assemblée nationale, 1992. 26 f. A11 A8 F652 T871

"Nous avons assisté depuis les travaux de Jean-Charles Bonenfant jusqu'à ceux du député Denis Vaugeois à une identification des lacunes du contrôle des dépenses publiques. La dernière réforme a mis en place de nouveaux moyens pour améliorer le travail parlementaire mais, comme la seconde partie le confirmera, beaucoup reste à faire. Les commissions parlementaires et leur rôle comme un outil possible de contrôle y seront abordées."

30. Vaugeois, Denis. *L'Assemblée nationale en devenir: pour un meilleur équilibre des institutions.* Québec: Assemblée nationale, 1982. 202 p. A11 E8 V39

"Redonner à l'Assemblée nationale un mimimun d'indépendance; reconnaître à l'Assemblée nationale la responsabilité du contrôle de l'administration et des entreprises publiques; permettre à l'Assemblée nationale une meilleure étude du budget et une surveillance plus poussée des dépenses publiques; confier à l'Assemblée nationale l'évaluation de la réglementation; favoriser le débat public sur la législation et améliorer le travail législatif; permettre à l'Assemblée nationale un rôle d'initiative, d'étude, voire d'enquête; le député, son rôle, son statut, ses moyens."

31. Vaugeois, Denis. *Recommandations et hypothèses en vue d'une amorce de réforme parlementaire.* Québec: Assemblée nationale du Québec, 1981. [57] f. 328.71405 V363r

"L'introduction d'un nombre suffisant de nouveaux modes de fonctionnement et de nouvelles responsabilités devrait nous donner un élan, une détermination et une confiance susceptibles de maintenir un vent de réformes pour les deux ou trois prochaines années."

II - CANADA

32. Alberta. Assemblée législative. Select Special Committee on Parliamentary Reform. *Interim report of the Select Special Committee on Parliamentary Reform, 1993, on the role and mandate of the Assembly.* Edmonton: The Special Committee, 1993. 3 p. Microlog 94-02250 Microfiche

"This document presents information on the mandate. It also contains the Committee's three recommendations."

33. Alberta. Assemblée législative. Select Special Committee on Senate Reform. *Report of the Alberta Select Special Committee on Senate Reform.* [S.l.]: Alberta Select Committee on Upper House Reform, 1985. 263 p. 328.30420971 A333

Titre de la couverture: Strengthening Canada: reform of Canada's Senate.

34. Arsenau, Thérèse. *"The State of Senate reform: what might it mean for Canada?" Canada: the state of the federation 1992.* Kingston, Ont.: Institut des relations intergouvernemental , 1992. P. 89-99. 320.971 Y39

"Les propositions adoptées en juillet 1992 ayant trait à la réforme du Sénat canadien comportaient des éléments clés pour limiter la domination des partis au sein du nouveau Sénat; cependant, les Canadiens ne doivent pas s'attendre à ce que cette réforme mette un terme à l'omniprésence des partis politiques au Sénat. On peut donc prévoir que la réforme augmentera les tensions au sein du Parlement fédéral, sans toutefois les comparer à celles, plus aiguës, qu'on observe en Australie, entre la Chambre basse et la Chambre haute."

35. Association du Barreau canadien. Comité sur la réforme du parlement. *Le parlement en tant que législateur: rapport du comité.* Ottawa: l'Association, 1982. 125 p. 328.7107 A849

"Cette étude est basée sur la notion que le Parlement se trouve dans l'incapacité de remplir ses fonctions législatives. En particulier, un certain nombre de projets de lois importants, mais routiniers et/ou non-controversables n'ont jamais survécu à leur première lecture, ou ont été arrêtés à d'autres étapes du processus parlementaire pour un grand nombre de raisons. Cependant, on s'est vite rendu compte que les fonctions législatives du Parlement ne pouvaient pas être examinées indépendamment de ses autres fonctions importantes."

36. Beaudoin, Gérald-A. *"La réforme des institutions centrales: quelques jalons". Cahiers de droit.* Vol. 25, no 1 (mars 1984). P. 173-188

La proportionnelle mitigée à la Chambre des communes; la réforme du Sénat: première hypothèse: un Sénat mieux structuré; deuxième hypothèse: un Sénat qui est une chambre ou un conseil des provinces; troisième hypothèse: un Sénat élu.

37. Bosa, Peter. *"Contre un Sénat élu". Revue parlementaire canadienne.* Vol. 5, no 3 (automne 1982). P. 11-13

"On tend à mépriser le système de sélection par nomination. Il n'empêche que les juges sont nommés par les gouvernements et que les tribunaux sont respectés et tenus en haute estime par la population. Comme pour les juges, il faudrait que les sénateurs

soient nommés à la suite d'un certain nombre de consultations. Si le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux se consultaient davantage, on réduirait la partisanerie au Sénat. En outre, comme les provinces participeraient davantage au processus de nomination, elles se sentiraient plus à l'aise pour consulter les sénateurs sur les questions d'intérêt régional."

38. Canada. Bureau du Conseil privé. *"Des institutions réceptives au service d'un Canada moderne". Bâtir ensemble l'avenir du Canada.* Ottawa: Ministre des Approvisionnements et Services Canada, 1991. P. 15-25. CP22-36/1991 F

"Le Canada doit revigorer ses institutions politiques. Le Forum des citoyens sur l'avenir du Canada concluait entre autres, dans son rapport, que les citoyens sont de plus en plus préoccupés par l'efficacité et la réceptivité de ces institutions.

Sans perdre de vue nos traditions parlementaires, le Canada doit donc améliorer ses institutions. Non seulement faut-il en assurer le caractère démocratique et l'efficacité, il faut encore qu'elles soient perçues par les Canadiens partout au pays comme vraiment représentatives de la diversité des populations et des opinions du pays."

39. Canada. Ministère de la Justice. *La réforme du Sénat: document de travail.* Ottawa: Approvisionnements et Services Canada, 1983. 44, 44 p. CP 45-33. Textes en français et en anglais disposés tête-bêche

"Le public s'intéresse plus que jamais à la réforme du Sénat. Pourquoi cette réforme est-elle devenue une question d'actualité et un sujet de discussion générale? Le présent chapitre essaiera de répondre à cette question en décrivant le rôle de la Seconde Chambre dans d'autres pays et celui qui a été prévu pour le Sénat canadien. Le fait que cette institution ne soit pas perçue comme étant une assemblée efficace de représentation régionale - ce qu'elle devait être au moins en partie - a amené plusieurs Canadiens à s'interroger sur les mesures à prendre pour lui permettre de mieux s'acquitter de cette fonction. De nombreuses propositions ont été présentées à cet effet et ont suscité un grand débat sur la réforme du Sénat."

40. Canada. Parlement. Chambre des communes. *"Le règlement de la Chambre des communes". Débats de la Chambre des communes: compte rendu officiel.* (7 février 1994). Ottawa: Imprimeur de la Reine pour le Canada, 1994. P. 957-985; 1003-1028

"Adoption d'un ensemble de réformes de nature à rehausser l'influence des comités permanents."

41. Canada. Parlement. Chambre des communes. Comité permanent de la gestion de la Chambre. *[81e rapport du Comité permanent de la gestion de la Chambre conformément à l'article 108(3)a) du Règlement].* Ottawa: Approvisionnements et Services Canada, 1993. [68] p. XC59-343/1-53

Ce rapport contient 31 recommandations liées à la réforme parlementaire.

42. Canada. Parlement. Chambre des communes. Comité permanent des élections, des privilèges et de la procédure. *Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent des élections, des privilèges et de la procédure concernant: étude du Règlement ayant trait aux affaires émanant des députés y compris: le troisième rapport à la Chambre.* Ottawa: Approvisionnements et Services Canada, 1987. [15] p. XC19-332/1-4

"Le Comité étudie la question de la substitution, pour les affaires émanant des députés, dans le cas où un député est incapable de proposer sa motion le jour prévu par l'ordre de priorité."

43. Canada. Parlement. Chambre des communes. Comité permanent des élections, des privilèges et de la procédure. *Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent concernant: examen des réformes de la Chambre des communes y compris: le quatrième rapport à la Chambre.* Ottawa: Approvisionnements et Services Canada, 1987. [16] p. XC19-332/1-7

"Dans son quatrième rapport, daté du 7 avril 1987, le Comité a procédé à un bilan de l'expérience en cours depuis plus d'un an. Se fondant sur les réponses fournies à un questionnaire détaillé par 140 députés, il a conclu ce qui suit: Une forte majorité des répondants est en faveur du maintien des mesures de réforme. Certains se sont dits d'avis que les articles provisoires n'avaient pas donné aux députés la possibilité de participer davantage à l'élaboration de la politique, mais en général, les députés sont satisfaits des changements apportés."

44. Canada. Parlement. Chambre des communes. Comité spécial chargé d'examiner le Règlement et la procédure. *Délibérations du Comité spécial chargé d'examiner le Règlement et la procédure concernant: questions relatives à l'Ordre de renvoi y compris: le troisième rapport à la Chambre.* Hull: Approvisionnements et Services Canada, 1982. 47 p. XC2-321/8-7

"Dans son troisième rapport, le Comité spécial chargé d'examiner le Règlement et la procédure, créé le 31 mai précédent, recommande plusieurs changements au Règlement pour une période d'essai d'un an. Ce rapport est approuvé par la Chambre le 29 novembre et les changements proposés, entrés en vigueur le 22 décembre 1982 pour une période d'un an, sont reconduits le 19 décembre 1983 (avec de légères modifications) et le 7 décembre 1984. Les autres rapports du Comité ne seront toutefois pas entérinés."

45. Canada. Parlement. Chambre des communes. Comité spécial sur la réforme de la Chambre des communes. *Procès-verbaux et témoignages du Comité spécial sur la réforme de la Chambre des communes concernant: l'ordre de renvoi relatif à l'examen des pouvoirs, des procédures, des pratiques, de l'organisation et des installations de la Chambre des communes y compris: Deuxième rapport à la Chambre.* Ottawa: Approvisionnements et Services Canada, 1985. P. 10:1-10:8. XC2-331/1-10

"Depuis la présentation de son premier rapport, le Comité a adopté un programme très général qui lui permettra d'étudier diverses questions relatives à la Chambre des communes et d'en faire rapport. Figurent parmi ces questions: l'utilisation du temps, les comités, la présidence, la confiance, la responsabilité ministérielle et le rôle du simple député.

Le Comité estime devoir faire rapport à la Chambre dès maintenant d'un certain nombre de questions."

46. Canada. Parlement. Chambre des communes. Comité spécial sur la réforme de la Chambre des communes. *Procès-verbaux et témoignages du Comité spécial sur la réforme de la Chambre des communes concernant: l'ordre de renvoi relatif à l'examen des pouvoirs, des procédures, des pratiques, de l'organisation et des installations de la Chambre des communes y compris: le premier rapport à la Chambre.* Ottawa: Approvisionnements et Services Canada, 1984. P. 2:1-2:23. XC2-331/1-2

47. Canada. Parlement. Comité mixte spécial du Sénat et de la Chambre des communes. *Un Canada renouvelé: rapport du Comité mixte spécial du Sénat et de la Chambre des communes.* Ottawa: Imprimeur de la Reine, 1992. 203, 211 p. YC3-343/6-66

"Dans la proposition 8, le gouvernement s'engage à poursuivre la réforme de la procédure et des usages de la Chambre des communes. Cette proposition n'entraîne aucun changement à la Constitution. Le gouvernement reconnaît qu'il ne peut seul modifier la procédure parlementaire, l'usage voulant que celle-ci soit modifiée par consensus des principaux partis politiques. Les réformes proposées par le gouvernement sont l'extension des réformes parlementaires entreprises depuis le début des années 80 (...)

Dans ses propositions de septembre 1991, le gouvernement reconnaît que, dans un Canada renouvelé, les institutions centrales doivent être plus attentives aux besoins des régions de l'Est et de l'Ouest et faire place au développement de la société distincte du Québec. La réforme du Sénat est présentée comme un élément majeur de la réponse à ces revendications. La proposition soutient qu'un Sénat élu et efficace, plus équitable et plus légitime, contribuera puissamment à accroître la participation des régions au sein du Parlement fédéral."

48. Canada. Parlement. Chambre des communes. Comité spécial sur la réforme de la Chambre des communes. *Rapport du Comité spécial sur la réforme de la Chambre des communes.* [Ottawa]: le Comité, 1985. 130, 124 p. Textes en français et en anglais disposés tête-bêche. XC2-331/1-01

"Cette étude porte sur les aspects suivants, sans y être limitée: les articles permanents et provisoires du Règlement; le rôle du simple député à la Chambre des communes; la responsabilité des ministres devant la Chambre des communes; le processus législatif; le financement, les installations et les services de personnel de soutien à la disposition des députés; l'administration et la gestion de la Chambre des communes; et les

procédures et les pouvoirs des comités de la Chambre des communes, ainsi que le rôle et l'utilisation des groupes de travail parlementaires."

49. Canada. Parlement. Sénat. Comité des privilèges, du règlement et de la procédure. *Modifications proposées au Règlement du Sénat.* [Ottawa: Approvisionnements et Services Canada, 1991]. 159 p. YC29-343/1-1

50. *The Canadian Senate: what is to be done?: proceedings of the National Conference on Senate Reform, May 5-6, 1988.* Edmonton, Alta: Centre for Constitutional Studies, [1988]. 117 p. 328.71071 C212

"Looking back, the National Conference on Senate Reform served to provide a forum for debate on the various issues related to the role and reform of the Senate, and indeed, arguably, also served as a catalyst for the various developments described above that occured subsequently."

51. Cody, Howard. *"Parliamentary reform: some implications for Western Canada". American Review of Canadian Studies.* Vol. 22, no 1 (Spring 1992) P. 11-22

"This paper assesses the potential usefulness of both House of Commons and Senate reform for the advancement of western Canada's interests in national policymaking."

52. Collenette, David. *"Le Comité du règlement et de la procédure: bilan de la première année". Revue parlementaire canadienne.* Vol. 6, no 3 (automne 1983). P. 2-6

Modifications au règlement proposées par le Comité en 1982.

53. *Colloque An 7: une revue du rapport du Comité McGrath sur la réforme de la Chambre des communes: le mercredi 2 décembre 1992: délibérations.* Ottawa: Groupe canadien d'étude des questions parlementaires, 1992. 46 p. Textes en français et en anglais disposés tête-bêche. B 1992 158

"Le premier thème portait sur les réformes procédurales et administratives de la Chambre des communes; le deuxième thème portait sur l'avenir de la Chambre des communes."

54. Colloque La Réforme des institutions fédérales (1984, Québec, Québec). *La réforme des institutions fédérales canadiennes: actes du IIe Colloque international de droit constitutionnel de la Faculté de droit de l'Université Laval.* Québec: Université Laval, 1985. 295 p. 347.1023 C714r

"Ce numéro spécial des Cahiers de droit reprend quelques-unes des communications qui ont été faites sur la Cour suprême canadienne, le Sénat, les relations fédérales-provinciales et l'organisation des tribunaux."
La réforme du Sénat: commentaires sur le rapport du Comité mixte spécial sur la

réforme du Sénat; le Bundesrat; la protection des intérêts des Länder selon la Loi fondamentale allemande; du modèle australien au modèle canadien. La réforme de la Chambre des communes: the unreformed Canadian House of Commons.

55. *Colloque sur la réforme du parlement: vers un consensus et des politiques nationales, Vancouver, le 6 juin 1983 et Colloques sur la représentation à la Chambre des communes et sur la réforme du Sénat, Ottawa, le 13 octobre 1983.* Ottawa: Groupe canadien d'études des questions parlementaires, 1983. 23 p. Textes en français et en anglais disposés tête-bêche. 328.7107 C714s

"Le président explique pour commencer que le colloque porte sur la réforme des institutions dans le but d'élargir le consensus national et d'améliorer les politiques du pays. Chaque participant doit traiter d'un type particulier de réforme des institutions (M. Gibbins, du Sénat, M. Irvine, du système électoral et M. Reid, de la Chambre des communes)."

56. *"Les comités à la croisée des chemins: le renouveau se fera-t-il réforme?" Gouvernement parlementaire.* Vol. 2, no 3 (été 1981). 16 p.

Trois articles: Les comités spéciaux: la formule de demain?; le travail de président de comité; les comités en faveur d'une réforme: l'Ontario et la Saskatchewan.

57. *Constitutional proposal: an alternative to the Meech Lake Accord.* [St-John: Government of Newfoundland and Labrador, 1989]. [33] p. B 1989 141

"Submitted by the Government of Newfoundland and Labrador to the First Ministers' Conference, November 9th and 10th, 1989."
Propositions de réforme pour le Sénat.

58. Coulombe, Françoise ; Massicotte, Louis. *La réforme du Sénat.* Ottawa: Bibliothèque du Parlement, Service de recherche, 1988. 42 p.
YM32-1/96 F

"L'engagement pris dans l'Accord constitutionnel de 1987 d'inscrire la réforme du Sénat à l'ordre du jour de conférences constitutionnelles annuelles et l'appui croissant que l'idée d'un Sénat électif trouve dans certains milieux ont relancé le vieux débat sur l'avenir de la Chambre haute du Parlement canadien. Le présent document vise à faire le point sur ce dossier."

59. Crommelin, Michael. *"Senate reform: is the game worth the candle?" University of British Columbia Law Review.* Vol. 23, no 2 (1989). P. 197-213

"The first step in the process of Senate reform is to decide upon the function of the second chamber. Institutional design is a consequence of function. The choice of function lies between two candidates, review and intergovernmental relations. I favour the former."

60. D'Aquino, Thomas ; Doern, G. Bruce ; Blair, Cassandra. *Le parlementarisme au Canada: les enjeux d'une réforme.* [Toronto]: Conseil d'entreprises pour les questions d'intérêt national, 1983. 151 p. 328.71 D212p

"Notre mandat était d'évaluer l'efficacité du parlementarisme au Canada, de définir soigneusement ses problèmes majeurs et de recommander les modifications qui conviendraient le mieux.

Notre but était de mettre à la disposition du Parlement et des Canadiens, des analyses et recommandations qui permettraient de stimuler et de catalyser le débat public vu l'urgence qu'il y a de réévaluer le parlementarisme au Canada.

Les tentatives de réforme qui ont vu le jour au sein du Parlement n'ont connu qu'un succès mitigé, malgré le fait que certaines de ces suggestions étaient autant souhaitables que réalisables. Nous sommes donc conscients qu'il est difficile de forger un consensus en vue d'une réforme chez les parlementaires."

61. Dion, Léon. *"Les enjeux de la réforme du Sénat". Cahiers de droit.*
Vol. 25, no 1 (mars 1984). P. 189-208

"Pour être le plus pertinent possible, je poserai plus particulièrement deux questions: Quelles devraient être les fonctions dévolues à un Sénat réformé; et pourquoi un Sénat dont les membres seraient élus plutôt que nommés? Mais auparavant, il est un ordre de problèmes préalables à toute discussion sur la réforme du Sénat que je scruterai brièvement: Quelles sont les conditions d'une révision constitutionnelle qui la rendraient acceptable au Québec?"

62. Dobell, Bill. *"A second chamber for regions". Options politiques.*
Vol. 4, no 6 (novembre 1983). P. 16-18

"An elected Senate could offset the distortions of parliamentary representation but it should be a chamber limited in size and in powers."

63. Dobell, Peter C. *"Quelques commentaires sur la réforme parlementaire". Le gouvernement représentatif et la réforme des institutions.* Ottawa: Commission royale sur l'union économique et les perspectives de développement du Canada, 1985. P. 43-73. (Études; vol. 38).
Z1-1983/1-41-38 F

"On nous a demandé de répondre sans détours aux trois questions suivantes. Y aurait-il moyen de réduire les contraintes occasionnées par la discipline de parti à la Chambre des communes du Canada (peut-être en tenant un plus grand nombre de

votes «libres»)? Le rôle du député serait-il valorisé si on accordait une importance plus grande aux projets de loi d'intérêt privé? Devrait-on permettre à l'opposition de prendre l'initiative de former un plus grand nombre de comités d'étude et devrait-on substituer à certains comités permanents existants des comités plus horizontaux dont les responsabilités couvriraient un éventail de sujets?"

64. Dobell, Peter C. ; Reid, John. *"L'élargissement du rôle de la Chambre des communes". Gouvernement parlementaire.* No 40 (avril 1992). 31 p.

"Le présent document comprend quatre sections. Dans la première, nous traiterons de la période des questions, parce qu'elle influe sur l'opinion du Parlement qu'ont la plupart des Canadiens. Dans la deuxième, nous examinerons les procédures de scrutin et les conventions relatives aux votes de confiance, puisqu'elles sont directement liées à la discipline de parti, qui est une des sources de l'avis du public selon lequel le Parlement est peu réceptif. Dans la troisième section, nous proposerons des moyens de permettre aux comités parlementaires de contribuer davantage à l'établissement des politiques et de constituer un efficace instrument de consultation du public. Dans la quatrième et dernière section, nous examinerons les modalités de mise en oeuvre des différentes modifications que nous aurons proposées dans le cadre d'un gouvernement minoritaire."

65. Duhamel, Roger. *"Le Sénat canadien refait toilette". Action nationale.* Vol. 73, no 8 (avril 1984). P. 735-739

Résumé des recommandations du rapport du Comité Molgat-Cosgrove sur la réforme du Sénat.

66. *"L'efficacité des comités: les commentaires". Gouvernement parlementaire.* No 44 (août 1993). 26 p.

"Ce numéro du Gouvernement parlementaire est consacré aux commentaires de quelques parlementaires et universitaires sur le Rapport du Comité de liaison sur l'efficacité des comités."

67. Engelmann, Frederick C. *"A prologue to structural reform of the government of Canada". Revue canadienne de science politique.* Vol. 19, no 4 (décembre 1986). P. 667-678

"Ce texte vise à montrer que seuls quelques changements, à la limite une chambre du type Bundesrat, sont compatibles avec le principe majoritaire sur lequel le parlementarisme est basé. Un sénat électif crée des problèmes pour le parlementarisme en Australie et est fondamentalement incompatible avec la règle de la majorité; l'introduction d'une telle chambre pourrait bien rendre nécessaire l'adoption de quelque chose ressemblant au modèle américain ou suisse."

68. *"L'énoncé de principes: la réforme parlementaire". Gouvernement parlementaire.* Vol. 1, no 2 (janvier 1980). P. 13-17

"L'énoncé comporte 44 propositions, dont la plupart à répartir sous trois rubriques: saine organisation des travaux parlementaires, travaux d'initiative parlementaire, comités de la Chambre." Suivi de commentaires.

69. *"Experiment on improving parliamentary efficiency in Canada". Parliamentarian.* Vol. 64, no 2 (April 1983). P. 113-115

"Members agreed to try new rules which would, among other innovations, encourage more government accountability to the House, limit speech times, set session and sitting periods in advance, and expand opportunities for debate between individual Members."

70. *Federalism and the role of the state.* Toronto: University of Toronto Press, 1987. 317 p. 321.02 F2932

La partie II: Institutions and constitutional process: Second chambers (p. 82-100); Bicameralism: Canadian Senate reform in comparative perspectives (p. 101-112).

71. Forsey, Eugene. *"Reform of the Canadian Senate". Parliamentarian.*

Vol. 65, no 1 (January 1985). P. 204-207

"The committee will have its work cut out to produce a specific plan of reform covering acceptably the method of choosing Senators, their powers, their numbers, and their relations with the House of Commons and the government."

72. Forsey, Eugene. *"Report of the Joint Committee on the reform of the Canadian Senate". Parliamentarian.* Vol. 65, no 3 (July 1984). P. 204-207

"The Joint Committee of the two Houses on reform of the Canadian Senate, appointed on 21 April 1983, reported on 31 January 1984. It was «to consider and report upon ways by which the Senate... could be reformed in order to strengthen its role in representing people from all regions of Canada and to enhance the authority of Parliament to speak and act on behalf of Canadians in all parts of the country»; specifically, to make recommendations on «the method of selection, powers, length of tenure for Senators and distribution of seats."

73. Forsey, Eugene. *"Senate reform". Canadian legislatures 1987-1988.* Ottawa: Ampersand Communications Services, 1988. P. 23-29. 328.971 C212 1987-88

"Nearly everyone agrees that our present Senate is unsatisfactory. The New Democratic Party wants to abolish it. Most people in the other parties want to reform it. Most of the reformers want to elect it, though they differ about how it should be

elected, its size and its powers."

74. Franks, C.E.S. *The Parliament of Canada.* Toronto: University of Toronto Press, 1987. 305 p. 328.71 F834

"The purpose of this book is not to make more proposals for reform. The themes of reform have not changed. The same complaints of excessive partisanship, government domination, lack of influence of the private member and the need for improved committees and accountability, for a greater role for parliament in policy-making, and for reform of the Senate continue despite the passage of time and the many changes that have been made. Similarly, the list of proposed reforms has changed little. Rather, the purpose of this book is to place discussion of parliament and its reform solidly in its context - the Canadian society, economy, political culture - and the stresses and demands to which Canada and its political system are subject. A secondary purpose is to examine the various proposed and implemented reforms in the context of this broader look at parliamentary government and its functioning in Canada."

75. Fyffe, Greg. *"The overhaul that's overdue". Options politiques.* Vol. 1, No 4 (décembre 1980/janvier 1981). P. 52-57

"Parliament's growing futility can be cured only by radical reform of its procedures."

76. Gaboury, Jean-Pierre. *"Pour un Parlement fédéral plus démocratique". Politique.* No 6 (1984). P. 127-144

"Les réformes que nous proposons tournent autour des principales fonctions du Parlement, la législation, le contrôle de l'exécutif et la représentation; de son organisation et de son caractère bilatéral. La démocratie exige que le Parlement remplisse mieux les fonctions qu'on lui assigne."

77. Gibbins, Roger. *"Constitutional politics, the West, and the new political agenda". Canada: the state of the federation 1992.* Kingston, Ont.: Institut des relations intergouvernementales, 1992. P. 101-107. 320.971 Y39

"La création apparente, en juillet 1992, d'une réforme du Sénat, selon le modèle du triple E, aura été le fruit de la détermination obstinée du gouvernement de l'Alberta et des autres élites politiques de cette province, combinée au large appui suscité par ce concept à travers le Canada (...)

Selon l'auteur, le Sénat triple E ne compte pas d'alternatives valables dans la mesure où l'on ne trouverait nulle part d'équivalent au principe pourtant avantageux, d'après lui, de l'égalité des provinces. La réforme du Sénat est prônée dans l'Ouest afin de rendre efficiente la politique traditionnelle de ressentiment régional propre à l'Ouest. La conséquence la plus importante de la réforme du Sénat pourrait être d'accorder une représentation régionale plus effective au sein d'un gouvernement fédéral plus puissant. Ce faisant, on prendrait en compte la volonté politique des Canadiens de l'Ouest en rendant plus efficace la politique nationale dans des domaines tels que

l'environnement et l'éducation."

78. Gold, Howard. *La réactivation du caucus: un premier pas dans la réforme parlementaire.* [Québec]: Fondation Jean-Charles-Bonenfant, [1982]. 18 f. A11 A8 F652 G64

"Cet essai se fonde principalement sur des interviews menées auprès de députés de l'Assemblée d'Ottawa, et de l'Assemblée législative de Toronto. Le travail sera consacré à l'étude de trois caucus ministériels: ceux du Parti libéral du Canada, du Parti Québécois, et du Parti progressiste-conservateur ontarien. Notre étude portera sur les rapports entre le caucus ministériel et le Conseil des ministres ainsi que sur le rôle du groupe dans la formulation des priorités législatives, des principes des projets de loi et de l'orientation administrative du gouvernement. Nous verrons comment le caucus du parti gouvernemental influence la marche des travaux parlementaires."

79. Groupe d'action du Caucus néo-démocrate. *Rendre le parlement efficace: document de travail sur la réforme parlementaire.* [S.l.]: le Groupe, 1991. 10, 9 p. Textes en français et en anglais. 324.271 N5 1991 003

"Il a fixé trois objectifs d'une réforme des institutions parlementaires: rendre le Parlement plus démocratique (abolition, réforme du Sénat); rendre les institutions parlementaires plus accessibles et plus adaptées aux besoins de chaque Canadienne et Canadien; réduire les pouvoirs du cabinet du Premier ministre et du Cabinet des ministres."

80. Holtby, John. *"L'aube nouvelle des comités?" Gouvernement parlementaire.* Vol. 6, no 2 (1986). P. 14-16

Description des derniers changements apportés au système des comités de la Chambre des communes.

81. Horsman, James. *"Second chambers: reforming the Canadian Senate". Parliamentarian.* Vol. 70, no 4 (October 1989). P. 201-205

"Should Canada have an effective national upper House that is equal to the country's House of Commons but elected on a different basis? The government of Alberta thinks so and has embarked on a national campaign to reform an institution which has withstood, if not the test of time, at least all previous attempts to change it."

82. *House of Commons reform = Réformes de la Chambre des communes.* Ottawa: Programme des stages parlementaires, 1991. 286 p. 328.71 H842

"Parliamentary reform: a background. Quelques aspects politiques des réformes de la Chambre des communes. Can M.P.s be Law-Makers? L'élection du Président de la Chambre des communes. L'après-McGrath et les rôles du législateur. What is

parliamentary reform about? Reform of the committee system. The Lefebvre and McGrawth parliamentary reform committees."

83. Howe, J. Donal. *"Power for parliamentary committees. Options politiques.* Vol. 4, no 1 (janvier/février 1983). P. 23-24

"Parliament could be effectively involved in policy-making through strengthened committees."

84. *"Des institutions réceptives au service d'un Canada moderne". Bâtir ensemble l'avenir du Canada: propositions.* [Hull]: Approvisionnements et Services Canada; [Conseil privé], 1991. P. 15-25. CP22-24/1991 F

"Le Canada doit revigorer ses institutions politiques. Le Forum des citoyens sur l'avenir du Canada concluait entre autres, dans son rapport, que les citoyens sont de plus en plus préoccupés par l'efficacité et la réceptivité de ces institutions."

Sans perdre de vue nos traditions parlementaires, le Canada doit donc améliorer ses institutions. Non seulement faut-il en assurer le caractère démocratique et l'efficacité, il faut encore qu'elles soient perçues par les Canadiens partout au pays comme vraiment représentatives de la diversité des populations et des opinions du pays."

85. Jackson, Robert J. *"Tradition and change in the House of Commons".* Conférence sur la tradition parlementaire au Canada (1987: Québec, Québec). *Textes de la "Conférence sur la tradition parlementaire au Canada".* [Québec: s.n.], 1987. 18 p. 328.71 C748

"Instead of concentrating on constitutional forms or journalistic interpretations of tradition, this paper discusses only one aspect of tradition and change in the House of Commons, and that is the effect of the recent innovations known as the McGrath reforms. It examines the impact of the tabling of the Report of the Special Committee on Reform in June 1985, and the temporary Standing Orders put into effect just one year ago, in February 1986. The experience of one year is certainly too short for conclusive statements to be made, so, like the provisional Standing Orders themselves, they may have to be amended in the future."

86. Johnston, Donald. *"Making government the instrument of the people: some provocative proposals". Canadian legislatures: the 1986 comparative study.* Toronto: Office of the Assembly, 1986. P. 53-56. 328.971 C212

"The importance of reforming parliament and specifically the House of Commons enjoys a varying priority depending upon the critic. From the Prime Minister's Office (PMO) the subject will always attract lip service but little more. This is understandable because any sensible reform of the House of Commons implies a concomitant reduction in the power of that Office."

87.Landry, Réjean. *"Propositions de réforme parlementaire depuis 1960". Revue parlementaire canadienne.* Vol. 9, no 3 (automne 1986). P. 16-19

"Le but de cet article est d'examiner les éléments de ces trois paradoxes en comparant les propositions de réforme des programmes officiels des partis avec les projets élaborés par les représentants de l'aile parlementaire des partis. Nous examinerons les caractéristiques des propositions de réforme des programmes officiels des partis avant de procéder à leur comparaison avec les projets de réforme envisagés par les parlementaires."

88. Lemco, Jonathan. *"Canadian Senate reform: a fruitless endeavour". Journal of Commonwealth and Comparative Politics.* Vol. 24,
no 3 (November 1986). P. 269-277

"The suggested strategies for Senate reform are impractical, so long as the Prime Minister and Cabinet dominate government in Canada. Ultimately, all suggestions for a «House of the Provinces», «House of the Federation», an elected Senate, a revamped Senate or whatever will remain interesting policy suggestions to be discussed at academic conferences and Senate commissions."

89. Lemco, Jonathan. *"The fusion of power, party discipline and the Canadian parliament: a critical assessment". Presidential Studies Quarterly.*
Vol. 18 (Spring 1988). P. 283-302

"Relative advantages of the legislative role call system in the British parliamentary system and its possible applicability to Canada; popular suggestions for reform of the Canadian system and their major deficiencies."

90. Lever, Nora S. ; Plant-Reynolds, Barbara ; Rosen, Philip. *"Les groupes d'étude parlementaires, comités de l'avenir?" Revue parlementaire canadienne.* Vol. 4, no 1 (printemps 1981). P. 15-20

"Au printemps 1980, après des négociations intenses avec les partis d'opposition, le gouvernement a annoncé la création de six groupes d'étude parlementaires. Chacun de ces groupes a été chargé de faire des recherches sur une question prioritaire et de faire des recommandations au gouvernement. Dans cet article, des membres du personnel de trois de ces groupes d'étude discutent de la façon dont leurs comités respectifs ont envisagé et abordé leur enquête."

91. Lyon, Vaughan. *"Consensus plutôt qu'affrontement au Parlement?" Revue parlementaire canadienne.* Vol. 5, no 4 (hiver 1982/83).

P. 18-21

"L'étude du Règlement ne peut par conséquent se réduire à une simple question technique, car elle touche aux relations fondamentales du pouvoir. Il s'ensuit que toute révision du Règlement doit s'inspirer d'une vision très claire de la nature de ces relations."

92. McGrath, James A. *"Reflections on reform". Parliamentarian.* Vol. 67, no 1 (January 1986). P. 5-8

"The purpose of the 1985 reform effort in the Canadian House of Commons is the restoration of an effective legislative function to the private Member of Parliament and the re-instatement of the Legislature to its rightful place in the Canadian political process."

93. Marsden, Lorna. *"Le Parti libéral et le Parlement". Les années Trudeau: la recherche d'une société juste.* Montréal: Le Jour, 1990. P. 281-302. 971.0644 A613 1990

Ce chapitre traite des réformes parlementaires.

94. Massicotte, Louis. *"Canada: les parlementaires souhaitent plus d'efficacité". Parlements et francophonie.* Nos 61/62 (2e/3e trimestres 1986). P. 57-65

La proportionnelle au nom d'un meilleur équilibre; un Sénat élu refait surface; mode de scrutin: un principe bicentenaire; réforme de la Chambre des communes; question de confiance: un épineux problème.

95. Massicotte, Louis. *"Parliament: the show goes on, but the public seems bored". Canadian politics.* Peterborough, Ont.: Broadview Press, 1994. P. 328-343. 320.971 C212 pol

"The early 1990s were exceptionally tough times for parliament. The relatively smooth functioning of the system (by Westminster standards) did not prevent public contempt for parliament and parties from reaching record levels, despite numerous procedural reforms between 1982 and 1991. In order to bridge the developing confidence gap between citizens and their institutions, reformers have been arguing for basic changes that would move us away from Westminster and closer to Washington. Rather than describing parliamentary procedure, which has been dealt with in other sources, this essay will expand on each of those points."

96. Mathis, Dan. *"The entire system needs a new look". Options politiques.* Vol. 12, no 2 (mars 1991). P. 16-18

"We should address Senate reform and federal-provincial relations in the same forum, in effect, creating a new Canadian system."

97. *"Le Parlement: réformer ou laisser en paix?" Gouvernement parlementaire.* Vol. 3, no 3 (été 1982). P. 2-19

Trois articles: "Westminster-sur-Rideau?" Une table ronde en compagnie des députés David Collenette, Doug Lewis et Ian Deans qui comparent leurs impressions sur le Parlement britannique. "Perspectives du Parlement." Un tour d'horizon de nos correspondants: l'idée que se fait la population du Parlement, les rouages de la Chambre des communes et les améliorations à y apporter. "Le Parlement demain." Le professeur Peter McCormick nous entretient de l'avenir du Parlement et des difficultés qui l'émailleront.

98. *Parliamentary reform: making it work = La réforme parlementaire: comment en assurer le bon fonctionnement.* Ottawa: le Groupe Canadien d'étude des questions parlementaires, 1994. 44 p. B 1994 113

99. Pelletier, Réjean. *"La réforme du Sénat canadien à la lumière d'expriences étrangères". Cahiers de droit.* Vol. 25, no 1 (mars 1984). P. 209-226

"Ainsi le Parlement central d'un pays fédéré est appelé à refléter à la fois l'unité du pays dans une chambre basse élue au suffrage populaire et la diversité du pays dans une chambre haute représentant les différentes régions ou les États fédérés.

Comment peut-on appliquer un tel modèle à la réforme du Sénat canadien? En quoi les expériences étrangères peuvent-elles nous guider ou, tout au moins, nous fournir quelques balises à cet égard? Ce sont là les deux questions fondamentales qui sous-tendent cet article."

100. *"Points de vue sur la réforme du Sénat". Revue parlementaire canadienne.* Vol. 7, no 1 (printemps 1984). P. 8-28

Sept points de vue sur la réforme du Sénat présentés lors des délibérations du Comité mixte spécial du Sénat et de la Chambre des communes.

101. *"Rapport du Comité de liaison sur l'efficacité des comités". Gouvernement parlementaire.* No 43 (juin 1993). 28 p.

"Le rapport est le fruit de la décision du Comité, d'une part, d'évaluer la manière dont les comités permanents se sont prévalus des nouveaux pouvoirs qui leur ont été conférés au cours des 32^{e} et 33^{e} législatures et, d'autre part, de donner des conseils aux députés de la prochaine législature sur la façon d'améliorer l'efficacité des comités."

102. *"La réforme de la Chambre des communes". Cahiers de droit.*

Vol. 26,
no 1 (mars 1985). P. 141-173

Deux articles: Quelques propositions; the unreformed House of Commons.

103. *La réforme de notre Sénat: triple E: un plan pour le Canada. La réforme de notre Sénat: membres élus, représentation égale; pouvoirs efficaces: un projet pour le Canada.* Edmonton: Affaires fédérales et intergouvernementales, [1988]. [16] f. B 1988 084

"Le gouvernement de l'Alberta s'est engagé dans une réforme fondamentale et globale du Sénat canadien. Les Canadiens de l'Ouest ont trop longtemps eu l'impression que leurs intérêts n'étaient pas représentés de façon adéquate au Parlement fédéral. Pour les Canadiens de l'Ouest et en particulier les Albertains, le Programme énergétique national a parfaitement illustré les inconvénients que les partenaires de la Confédération peuvent subir lorsque les provinces n'ont pas une représentation suffisante dans le processus de prise de décisions au niveau fédéral."

104. *"La réforme du Sénat". Cahiers de droit.* Vol. 26, no 1 (mars 1985). P. 79-139

Quatre articles: Commentaires sur le rapport du Comité mixte spécial sur la réforme du Sénat; le Bundesrat; la protection des intérêts des Länder selon la Loi fondamentale allemande; du modèle australien au modèle canadien: quelques propositions.

105. *Re-inventing parliament: a Conference on Parliamentary Reform, February 25-26, 1994.* Calgary: University of Lethbridge, 1994. 28 p. B 1994 109

"Conference participants were unanimous in expressing the view that Canada's parliament and provincial legislatures were not serving Canadians well. While some conference participants argued that most of these problems could be solved by «fine tuning» the system, most participants argued that Canada's system of government has some very serious, deeply rooted problems whose solutions lie in the implementing of significant reforms. No participant advocated the scrapping of Canada's current parliamentary system. Many mentioned it was simply time to change our 17th century institutions of government to better suit the needs of a modern North American nation which is already today facing many of the challenges of the 21st century."

106. *Renouvellement du Canada: réforme des institutions.* Calgary: La Fondation Canada West, 1992. 20 p. B 1992 085

"Le mécontentement inspiré par la Chambre des communes était aussi général que profond chez les participants à la conférence. Les discussions au cours des ateliers, ont clairement révélé qu'ils étaient très favorables à une réforme de cette institution, intérêt qui contrastait nettement avec le peu de place faite à la Chambre des

communes dans le document du gouvernement, Bâtir ensemble l'avenir du Canada."

107.Robert, Charles. *"Changing the rules of the game in the Canadian House of Commons". Table.* Vol. 55 (1987). P. 128-137

Speaker; committees; routine proceedings; divisions; emergency debates; supply; private members' business; delegated legislation.

108.Robert, Charles. *"La réforme parlementaire pendant la 32e Législature". Revue parlementaire canadienne.* Vol. 7, no 4 (hiver 1984-1985). P. 13-16

"D'importants changements ont néanmoins été apportés: un calendrier parlementaire a été adopté, le temps de parole a été réduit et le rôle des comités élargi."

109.Robertson, Gordon. *A House divided: Meech Lake, Senate reform and the Canadian union.* Halifax: l'Institut de recherches politiques, 1989. 98 p. 321.020971 R649

"L'autre problème à résoudre était celui du déséquilibre qui existe au sein du pouvoir et des influences politiques, situation qui a amené l'Ouest du Canada à avoir l'impression que ses intérêts étaient habituellement subordonnés à ceux des provinces plus peuplées du centre du Canada: l'Ontario et le Québec. Le seul remède possible à cette situation serait une réforme du sénat. Cette réforme devrait prévoir un sénat élu, doté des pouvoirs et de l'autorité nécessaires, où les représentants des provinces de l'Ouest seraient en plus grand nombre. J'ai dit que «s'il était important, comme c'était le cas en 1968, de reconnaître que l'organisation fédérale et le mécanisme d'équilibre de 1867 n'étaient plus acceptables pour le Québec et le Canada français, il devenait également important de reconnaître, aujourd'hui, que l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, dans son impuissance à donner au Canada de l'Ouest l'influence et la représentation nécessaires au sein de notre parlement national, n'était plus acceptable pour cette région»."

110.Robertson, James R. *Le règlement de la Chambre des communes: les points saillants des modifications de 1991.* Ottawa: Bibliothèque du Parlement, Service de recherche, 1991. 21 p. YM32-2/256 F

"Le 11 avril 1991, la Chambre des communes a adopté une motion visant à apporter des modifications majeures à son Règlement. Jamais une réforme d'aussi grande envergure n'avait été adoptée à la Chambre. Ces changements d'une portée considérable auront un impact important sur le fonctionnement de cette institution à l'avenir (...)

Un certain nombre de facteurs sont à l'origine des modifications de 1991. La mise en application des réformes de 1985 a amené certaines personnes à conclure que celles-ci n'ont pas toutes produit l'effet recherché et que d'autres modifications s'imposaient. De plus, les recommandations du Comité McGrath n'ont pas toutes été mises en

application et, dans bien des cas, les changements apportés dans un secteur ont eu des répercussions imprévues dans d'autres secteurs. Par ailleurs, certains aspects du Règlement n'ont été touchés ni par le Comité McGrath ni par les réformes de 1985. En outre, en 1991, la composition de la Chambre est bien différente de ce qu'elle était en 1985, époque où les conservateurs détenaient la grande majorité des sièges."

111.Robertson, James R. *Le règlement du Sénat: modifications apportées en 1991.* Ottawa: Bibliothèque du Parlement, Service de recherche, 1991. 39 p. YM32-2/262 F

"Ces modifications constituent la révision et la refonte la plus approfondie du Règlement du Sénat depuis 1906, année de son entrée en vigueur. Depuis cette année-là, le Règlement du Sénat était resté pratiquement inchangé, même si, au fil des ans, quelques modifications mineures y avaient été apportées (...)

Bon nombre des nouvelles modifications apportées au Règlement du Sénat sont d'ordre administratif (...)

Dans le présent document, nous examinons les modifications apportées et nous en discutons brièvement. Nous expliquons en quoi consiste le nouveau Règlement et nous tentons de replacer les divers articles dans leur contexte. Nous examinons les modifications dans l'ordre où elles figurent dans le Règlement."

112.Roblin, Duff. *"Pour un Sénat élu". Revue parlementaire canadienne.*

Vol. 5, no 3 (automne 1982). P. 6-10

"Si l'on veut que le Sénat conserve ses pouvoirs législatifs actuels, ses membres devraient très certainement être élus. Si, par contre, il redevient un organisme consultatif dont l'avis ne compte pas, quoi que l'on fasse n'a vraiment aucune importance."

113.Rush, Michael. *"Parliamentary reform: the Canadian experience". The Politics of parliamentary reform.* London: Heinemann Educational Books, 1983. P. 147-164. 328.3042 P769

"The impact of the federal system on parliamentary reform has been limited yet profound. In direct terms its main impact has been to delay pressure for reform, since federalism, by definition, divides the responsibilities of government between regional and national levels. The exact nature of that division varies, of course, but such a division inevitably limits the responsibilities of national government, thus reducing the workload of the national legislature. Moreover, in Canada's case the development of «welfare state» policies came later than in Britain and significant areas of such policies became matters of provincial rather than federal responsibility. Changes in parliamentary procedure produced by a growing legislative workload therefore came a good deal later in Canada than Britain."

114. *The Senate in a federal system: the position of the Province of Prince Edward Island.* Charlottetown: P.E.I., 1983. 12 p. Microlog 84-01370 Microfiche

"A reformed Senate with equal representation of the provinces would ensure that provincial rights and interests would not be so readily overlooked in federal legislation and policy. (...) Prince Edward Island urges that Senate reform, built on the principle of equality of provinces, be implemented as quickly as possible."

115. Smith, David P. *"Parliament innovates: a new style of committee gets closer to people". Options politiques.* Vol. 2, no 2 (mai/juin 1981). P. 50-51

"I believe that the concept of the small special committee is significant. With specific terms of reference, a limited lifespan, authority to travel and hire support staff, this new kind of committee provides MPs with an opportunity to get their teeth in the process of government."

116. Stilborn, Jack. *La fédération canadienne - l'échiquier parlementaire.* Ottawa: Bibliothèque du Parlement, Service de recherche, 1990. 17 p. 328.71 C714 S856

"Les commentateurs s'entendent plutôt pour dire que le fédéralisme s'est engagé dans une voie qui pose actuellement des problèmes pour ce qui est de l'efficacité du Parlement, et que des réformes institutionnelles (dont celle du Sénat) s'imposent si on veut les régler.

Le reste du présent document consiste en quatre chapitres portant respectivement sur les points suivants: a) l'évolution du fédéralisme moderne; b) l'évolution du gouvernement parlementaire; c) la nature des tensions entre le fédéralisme moderne et l'efficacité parlementaire; et d) les propositions de réforme auxquelles ont donné lieu les préoccupations au sujet de l'efficacité du Parlement fédéral sur le plan de la représentation (propositions qui n'ont pas nécessairement eu pour objet de résoudre les préoccupations qui leur ont donné naissance)."

117. Stilborn, Jack. *La réforme de la procédure de la Chambre des communes.* Ottawa: Bibliothèque du Parlement, Service de recherche, 1994. 15 p. YM32-1/82-15 1994-05 F

"Loin d'être un recueil de règles statiques, la procédure (surtout le Règlement de la Chambre des communes, qui en est la partie codifiée) évolue constamment, au fur et à mesure de réformes, dont l'objet est d'adapter les ressources du Parlement aux nouvelles réalités. Le présent bulletin décrit l'orientation et l'évolution récentes de la

procédure parlementaire et en évalue l'impact sur le rôle du Parlement."

118.Stilborn, Jack. *Réforme du Sénat: étude comparative des principales propositions.* Ottawa: Bibliothèque du Parlement, Service de recherche, 1992. 40 p. YM32-2/316 f

"Après avoir tracé un aperçu historique des projets de réforme du Sénat canadien, nous nous arrêtons à certaines des importantes propositions pour les comparer sous quatre chefs: mode de sélection, système électoral, répartition des sièges et pouvoirs. Puis, en guise de conclusion, nous faisons état de l'évolution de l'opinion sur l'utilité du Sénat et nous apportons des observations générales sur les tendances qui se manifestent dans diverses régions du Canada en ce qui concerne les hypothèses et les aspirations des Canadiens à propos du Sénat."

119.Stoett, Peter J. *"Elect senators by proportional representation". Options politiques.* Vol. 12, no 2 (mars 1991). P. 13-15

"The Senate, as it now stands, is unacceptable. Choosing its members on a province-wide basis might provide the answer."

120.Thomas, Paul. *"Parliamentary reform through political parties". The Canadian House of Commons: essays in honour of Norman Ward.* Calgary: the University of Calgary Press, 1985. P. 43-68. 328.71072 C212c

"It is on the basis of this assumption that parliamentary reform can be examined through the vehicle of political parties. The first section of this chapter describes briefly the central importance of parties to the modern House of Commons and offers the suggestion that recent procedural reforms have delivered less than was promised because of the inhibiting factor of partisanship. The second section describes briefly the nature and role of party organizations within the institution of Parliament. The importance of party in Parliament is reflected and reinforced by the rise of more structured organizations and relations between party leaders and their backbench followers. The popular image of ordinary MPs as a service group who regularly yield to the wishes of their leaders is a misleading one because it ignores the substantial measure of private, intraparty discussion and dissent which exists. The final section of the paper looks at how the internal functioning of the parties might be improved and how this might contribute to a better quality of partisanship within the House of Commons."

121.Thomas, Paul. *"Practicable reforms for Parliament". Options politiques.* Vol. 4, no 1 (janvier/février 1983). P. 18-22

"Parliament can be made more effective in ways that are politically acceptable and compatible with cabinet responsibility."

122.Thomas, Paul. *"Unfinished reform". Options politiques.* Vol. 5, no 5 (septembre/octobre 1984). P. 28-31

"The Procedure Committee proposed useful changes in rules and committees but grave underlying problems of Parliament remain to be tackled."

III - AUTRES PROVINCES

123.Barnhart, Gordon. *"«Efficiency, not speed»: parliamentary reform in the Saskatchewan Legislature, 1969-1981". Table.* Vol. 50 (1982). P. 80-86

"In the first sixty-five years of this province, 1905-1970, the Legislative Assembly adopted three major revisions to its rules. Within the last twelve years, the Assembly has had three more major revisions of its Rules. Each revision has been as a result of thorough reviews by special committees of the Legislative Assembly, whose recommendations were approved by the Legislative Assembly. The reviews and resulting reforms can be grouped into three categories: procedure, communication, and administration. Through this paper, I will briefly outline the reforms that resulted from the latest three revisions to the Rules of the Saskatchewan Legislature."

124.Bateman, Thomas M.J. ; Thomas, David M. *"Les perspectives de réforme parlementaire en Alberta". Revue parlementaire canadienne.* Vol. 16, no 4 (hiver 1993-1994). P. 16-23

"La réforme parlementaire n'est jamais aussi simple qu'on ne l'aurait cru. Elle a récemment connu un sursaut d'intérêt en Alberta. L'insatisfaction traditionnelle qu'inspirent les politiciens et les partis y est pour quelque chose, tout comme les profondes transformations sociales, économiques et démographiques qui se sont produites dans la province. Aux réformes précises que les partis de l'opposition réclamaient ces dernières années, le gouvernement conservateur a répliqué entre autres par la création, en juillet 1992, du Comité spécial sur la réforme parlementaire. Cet article examine la nature des réformes revendiquées et se hasardent à faire des pronostics sur les chances d'une révision sérieuse, soutenue et systémique du rôle de l'Assemblée législative de l'Alberta."

125.Breaugh, Mike. *"La réforme parlementaire en Ontario". Revue parlementaire canadienne.* Vol. 8, no 3 (automne 1985). P. 2-3

"Au cours de la dernière décennie, l'administration et les procédures de l'Assemblée législative de l'Ontario ont été soumises à des examens détaillés. Une Commission royale d'enquête, dirigée par Dalton Camp, et un comité spécial, présidé par Donald Morrow, ont tous deux conclu qu'une réforme des institutions parlementaires s'imposait. Le Comité permanent des questions de procédure y a donné suite en proposant certains changements au Règlement de la Chambre et en recommandant une refonte de la structure des comités. Ces modifications, comme bien d'autres, surviennent à un moment où le Parlement lutte pour sa survie tandis que la complexité croissante de l'administration met les gouvernements à l'abri de tout

contrôle."

126.Dunn, Christopher. *"La primauté de l'exécutif dans les assemblées législatives provinciales". Revue parlementaire canadienne.* Vol. 13, no 1 (printemps 1990). P. 11-19

"Le pouvoir exécutif a depuis longtemps assis sa suprématie au sein des assemblées législatives provinciales. Cette étude porte sur les points forts et les faiblesses du pouvoir législatif, dans le contexte des aménagements qui ont été apportés à la théorie de la responsabilité de l'exécutif devant les élus. Centrée sur la pratique des comités et l'examen des subsides, cette étude en arrive à conclure que les réformes adoptées par certaines provinces mériteraient d'être envisagées par les autres."

127.Levy, Gary. *Évolution récente du système des comités au Parlement fédéral et dans les Assemblées législatives provinciales.* Ottawa: [s.n.], 1981. 11 f. A11 X1 A8r/1983

Document présenté à la Sous-commission de l'Assemblée nationale sur la réforme parlementaire, 1983.

128.Neufeld, T. *Senate reform and its impact on Alberta.* Edmonton: Legislative Assembly, 1990. 13 p. Microlog 91-01918 Microfiche

"This paper discusses the effect of a Triple E Senate on the power base of the Alberta government. Specifically, it puts forward the position that the result of the Triple E Senate will be an undercutting of the power base that the provincial government currently possesses. It discusses this thesis by examining the dynamics of the relationship between provincial and federal governments in Canada. It also gives a quick overview of past strategies pursued by the provincial government. Finally, it speculates on the effects of a Triple E Senate on the provincial government and specifically the province's Premier."

129.Nouvelle-Écosse. Special Committee on Rules and Procedures of the House of Assembly. *Interim report to the House of Assembly of the Special Committee on Rules and Procedures of the House of Assembly.* Halifax: The Committee, 1986. 11 p. Microlog 86-03837 Microfiche

"The Committee believes that reform of the committee structure of the House is called for and that recommending appropriate changes is one of the most important parts of his mandate. Other Canadian legislatures, including particularly Quebec and Ontario have changed their committee structures in recent years and have conducted extensive reviews prior to doing so."

130.Nouvelle-Écosse. Special Committee on Rules and Procedures of the House of Assembly. *Interim report to the House of Assembly of the Special Committee on Rules and Procedures of the House of*

Assembly. Halifax: Queen's Printer, 1987. 9 p. Microlog 87-02408 Microfiche

"This brief report summaries the recommendations of the Task Force with regard to Rules and Forms of Procedure of the House of Assembly, its committee structure, the role of the Private Member in the House and the administration and management of the House of Assembly."

131.Saskatchewan. Assemblée législative. Special Committee on Rules and Procedures. *First report of the Special Committee on Rules and Procedures of the Legislative Assembly.* [Régina]: The Committee, 1992. 26 p. B 1992 084

"The recommendations that follow range from the implementation of completely new rules, to the modification of existing rules, to the changing of certain practices. Recommendations are made to accommodate modern technology such as lap-top computers and to bring the Assembly into conformity with current social values on smoking. New guidelines for the broadcast of Legislative proceedings are proposed to give the public a better perspective on what goes on in the Chamber.

Other recommendations are made in the interest of simplifying unduly complicated rules such as those for the emergency debate process. Other rules such as those for written questions and returns are changed to make them more effective and useful to Members. Measures are proposed to expedite the review of estimates when it is necessary to do so. Finally your Committee proposes that Private Members' Day be extensively reformed by restructuring the Order Paper and re-orientating the nature of private Members' debates. As well your Committee recommends a Members' Statement period each day to further enhance the ability of private Members to address issues of their choosing."

132.Saskatchewan. Assemblée législative. Special Committee on Rules and Procedures of the Legislative Assembly. *Third report of the Special Committee on Rules and Procedures of the Legislative Assembly.* [Regina]: The Committee, 1994. 14 p. B 1994 086

"The Third report (...) appointed to consider and report upon the advisability of making changes to the rules and procedures of the Assembly."

133.Schumacher, Stan. *"Unpopular forum: revising the Standing Orders to reform Alberta's Legislature". Parliamentarian.* Vol. 74, no 2 (April 1994). P. 105-107

"Faced with growing public dissatisfaction with politics, and a contingent of new Parliamentarians eager to remedy that, the Alberta Legislative Assembly presses ahead with procedural reforms to restore public confidence in the western Canadian House."

134.Territoires du Nord-Ouest. Legislative Assembly. Special Committee on Rules, Procedures and Privileges. *Special Committee on Rules Procedures and Privileges: 3rd report.* Yellowknife: The Committee, 1986. 143, 16 p. Microlog 88-05236 Microfiche

"The Committee's mandate is to examine the powers, rules, procedures, practices and organization of the Legislative Assembly and to recommend changes where appropriate. This report examines concerns such as the use of television in assemblies, procedural matters, the question of confidence, the question of conflict of interest, the question of a review of agencies, boards, and commissions, the question of privilege, the motion of concurrence from Committee of the Whole, and the matter of a Press Gallery."

135.White, Graham. *"The life and times of the Camp Commission". Revue canadienne de science politique.* Vol. 13, no 2 (juin 1980). P. 357-375

Le rôle joué par cette commission qui portait sur la réforme de la législature en Ontario; étude de ses cinq rapports.

136.White, Graham. *"The process of reform". The Ontario Legislature: a political analysis.* Toronto: University of Toronto Press, 1989. P. 225-250. 328.71307 W582

"Since the end of 1976, when the changes generated by the Camp Commission were largely in place, most of the reform efforts in the Ontario legislature have reflected what Paul Thomas has called in a similar context «a naïve faith in institutional tinkering». Only a very few reforms can be called truly significant advances, among them the introduction of electronic Hansard and major improvements in members' staff resources and support services. Most of the changes, and especially those having to do with House procedure and committee structure, have been essentially incremental and have not fundamentally altered the operation of the legislature or the capabilities of its members. Reports recommending reforms have been available in great numbers, but none possesses the vision and eloquence of the McGrath Committee report. Indeed, it is no coincidence that the report advocating the most thoroughgoing changes, the 1980 proposals for a new committee system (and the report's descendant, the 1985 omnibus Procedural Affairs Committee report), has thus far proved almost entirely unacceptable."

137.Wild, T.J. *A Study of standing committees.* Edmonton: Legislature Library, 1988. 30 p. Microlog 88-05746 Microfiche

"Because of a number of prevailing factors, the role of the standing committees is extremely limited. However, despite the limitations, standing committees continue to be important, but not in the sense of policy activism. Standing committees may serve to help partially in the enforcement of minority rights inherent in democratic theory as applied to partisan politics, and they may serve the twin pillars of participation and efficiency. This essay discusses the issue of standing committees in the Legislative Assembly of Alberta."

138.Wilson, R. Jeremy. *"Continuity despite change: reform of the British Columbia Legislature". Parliamentarian.* Vol. 62, no 1 (January

1981). P. 27-38

"We will deal primarily with the impact of the systemic changes on the political use of the legislature."

IV - AUSTRALIE ET NOUZELLE-ZÉLANDE

139. *"Australia: House of Representatives: an extended committee system for the Australian House of Representatives". Table.* Vol. 56 (1988). P. 187-189

"Over the past 19 years successive Clerks of the House of Representatives have promoted the virtues of a system of standing committees for the Australian House of Representatives. However the Clerks had no success until 24 September 1987 when the Leader of the House moved sessional orders to establish eight general purpose standing committees."

140. Australie. Department of the Parliamentary Library. *Parliamentary reformism: the case of the four year parliamentary term proposal.* Canberra: Legislative Research Service, Dept. of the Parliamentary Library, 1981. 27 p. B 1981 043

141. Australie. Parliament. House of Representatives. Standing Committee on Procedure. *About time: bills, questions, and working hours; report of the inquiry into reform of the House of Representatives.* Canberra: Govt. Publishing Service, 1993. 48 p.

142. Barlin, L.M. *"About time: report of the Standing Committee on Procedure of the Australian House of Representatives". Table.* Vol. 62 (1994). P. 16-19

"The committee considered a wide range of issues and in its report, tabled on 28 October 1993, drew its conclusions together under three broad headings - handling legislation; questions; and the sitting program - matters the committee considered to be fundamental to the effective performance of the House's functions. The main features of the report's recommendations are described below."

143. Clune, David. *"The Legislative Assembly of New South Wales: 1941 to 1991". Legislative Studies.* Vol. 7, no 1 (Spring 1992). P. 13-22

Réformes du règlement, de la procédure budgétaire, des comités et de la procédure parlementaire depuis 50 ans.

144.Coghill, Ken. *"A case against bicameralism". Parliamentarian.* Vol. 65, no 2 (April 1984). P. 127-131

"The policy of the government, as expressed in one of the oldest and most fundamental platforms of the Australian Labor Party in Victoria, is for the abolition of the Legislative Council, though not to the exclusion of its reform."

145.Evans, Harry. *"Parliament and the legislative power". Table.* Vol. 57 (1989). P. 54-58

"In recent times there has been some evidence of parliaments seeking to reclaim the legislative power, or at least to reassert their influence over law-making. The Australian Senate has taken some modest but significant steps in the direction of that goal. These steps relate to the commencement of statutes by proclamation and retrospective taxation laws."

146.Evans, Harry. *"Unbogging the parliamentary reform wagon". Legislative Studies.* Vol. 5, no 2 (Summer 1991). P. 52-55

Changements récents survenus dans le système des comités et changements requis pour revitaliser le parlement.

147.Hocking, Brian. *"Reform to what purpose? The Australian federal parliament and traditions of reform". Journal of Commonwealth and Comparative Studies.* Vol. 20, no 2 (July 1982). P. 123-137

"It is one of the aims of this article to account for the resurgence of debate on parliamentary reform and to examine the nature of the changes that have been proposed. It is also the purpose of this article to discuss parliamentary reform not in the normative and prescriptive fashion that has characterised so much of the legislative reform literature, but in the context of the role that parliament has played within the Australian political system, and the perceptions of that role held by successive governments and parliamentarians."

148.James, Michael. *Parliament and the public interest.* Perth, W.A.: Australian Institute for Public Policy, 1985. 60 p. 321.8 J28

"Michael James considers some recent proposals to increase Parliament's ability to express and further the public interest, and assesses the prospects for parliamentary reform, which can perhaps best be based on the role of the Senate and Legislative Councils as houses of review, not of legislation only, but of the whole gamut of governmental activity."

Principalement les chapitres 5 et 6: The scope for parliamentary reform; conclusion: the prospects for parliamentary reform.

149.Kirby, M.D. *"Parliamentary reform in Australia: of summits, whips, bells and other things". Parliamentarian.* Vol. 65, no 1 (January 1984). P. 31-38

"The purpose of this paper is to identify some of the perceived causes of the loss of power and relevance of the federal parliamentary assembly in Australia. I will then offer a few words of advice, humbly as I must do as a citizen. This advice will urge Parliamentarians to look to their procedures and to their role to ensure the continued relevance of the parliamentary institution."

150.Langmore, John. *"Strengthening Parliament". Parliamentarian.* Vol. 69, no 3 (July 1988). P. 172-173

"Australian Parliamentarians seek to extend their influence through a new committee system."

151.Lynch, Anne. *"«Coward's castle» and the public's right of redress - Senate privilege resolution no 5". Parliamentarian.* Vol. 70, no 4 (October 1989). P. 235-238

"On 25 February 1988, the Senate adopted a series of resolutions relating to parliamentary privilege. Included in the package of eleven resolutions was Resolution no 5, entitled «Protection of Persons Referred to in the Senate». This resolution was unique in that, for the first time, it enabled a person named in the Senate to approach the President of the Senate to request that a reply to statements made in the Senate be incorporated in Hansard."

152.Page, Barbara. *"Developments in the Legislative Council of New South Wales since 1978". Legislative Studies.* Vol. 5, no 2 (Summer 1991). P. 23-31

"At their best, independent upper houses, with diversified party representation, can not only provide effective means of reviewing legislative programs, but in the process can reinvigorate the entire parliamentary process. Developments in the New South Wales Legislative Council since 1978 have gone some way towards this goal. Where the Council goes from here will depend upon many factors, including the calibre of members, the party mix of members, the resources afforded to members and the way the committee system develops."

153.Palmer, Geoffrey. *New Zealand's constitution in crisis: reforming our political system.* Dunedin, New Zealand: John McIndoe, 1992. 231 p.

"Critique of the concentration of power in the executive branch of government; proposals to create a balance of power. Issues include public law, constitutional laws, reform of Parliament, electoral reforms, the office of prime minister."

154.Pender, J.W. *"Committee operations in the Australian House of Representatives - recommendations of the Procedure Committee". Table.* Vol. 58 (1990). P. 24-28

"During 1989 the House of Representatives Standing Committee on Procedure presented two reports which, if the Committee's recommendations are accepted, will have a profound influence on the functioning of House committees (regarding committee procedures for dealing with witnesses and a comprehensive review of the standing orders of the House of Representatives)."

155.Prasser, Scott. *"Parliamentary reform in Queensland - easy does it". Legislative Studies.* Vol. 7, no 1 (Spring 1992). P. 3-9

Historique des réformes des années 80.

156.Smiley, Donald. *An elected senate for Canada?: clues from the Australian experience.* Kingston, Ont.: Institute of Intergovernmental Relations, Queen's University, 1985. 75 p. 328.71071

"Australia and Canada offer a fertile field for students of comparative government. Here are two modern federations with the common inheritance of British parliamentary institutions which have adapted this inheritance to their differing needs and circumstances. In terms of this study, the Australian Senate has become a powerful institution, there are elected legislative councils in five of the six states and in recent years these latter bodies have to varying degrees been revitalized. On the Canadian side, the Fathers of Confederation decided not to incorporate into the design of the new Dominion the provisions for an elected second chamber which had been adopted in the United Province of Canada in 1856. The existing Senate is a somewhat marginal institution and the last of the appointed provincial legislative councils was abolished in 1969. Significantly too, Australians and Canadians are both engaged in debates about their respective Senates, although, as we shall see, from quite different premises and perspectives."

157.Tunnecliffe, Wayne R. *"The role of an Upper House in an Australian State". Parliamentarian.* Vol. 64, no 2 (April 1983). P. 81-85

"The Statute Law Revision Committee's inquiry into the role of the Legislative Council of Victoria is probably the first review of any significance of that Chamber's operations. Although its retention was considered necessary, it was clear to the committee that changes were necessary to ensure a more distinctive role. No real reduction in any of the council's powers was found to be justified; the suggested changes related primarily to its role in reviewing executive government activity."

158.Tunzelmann, Adrienne von. *"Parliamentary reform in New Zealand". Legislative Studies.* Vol. 2, no 1 (Autumn 1987). P. 5-11

"Of those in the first category, the most important was the reform of the select committees. The Committee was instructed to recommend changes «to ensure their effective operation, and in particular to provide for the more systematic scrutiny of Government activity». (...) The second category of reforms, those designed to improve the efficiency of the House, covered a whole variety of changes. By nature, these were dominated by practical considerations. Within this third category of reform, private members have been given a generous slice of parliamentary time. There are substantially enhanced prospects for promoting bills, and guaranteed opportunities to speak on issues of their choice."

159.Uhr, John. *"Parliamentary reform in Canberra". Australian Quarterly.* Vol. 54, no 3 (Spring 1982). P. 216-235

Independent speakership; televising Parliament; parliamentary terms; exclusion of Ministers from Senate; financial committees; legislation committees; parliamentary appropriations and staffing.

V - ÉTATS-UNIS

160.Bach, Stanley. *"Germaneness rules and bicameral relations in the U.S. Congress". Legislative Studies Quarterly.* Vol. 7, no 3 (August 1982). P. 341-357

"The legislative procedures of the U.S. House and Senate differ in a number of fundamental respects, and procedural conflicts may arise in the process of resolving policy differences. One important difference between the two chambers concerns the germaneness of amendments. House rules require that all floor amendments be germane; Senate rules impose no such requirement under most circumstances. Consequently, conference agreements may include provisions that violate a basic principle of House procedure. The House changed its rules during the 1970s to address this problem and sought accommodation rather than confrontation, attempting to isolate conflicts with the Senate and cope with them by means that protected the integrity of House proceedings."

161.Bach, Stanley. *"Suspension of the rules, the order of business, and the development of congressional procedure". Legislative Studies Quarterly.* Vol. 15, no 1 (February 1990). P. 49-63

"The legislative procedures of Congress are the result of two centuries of continuity and change. This study illustrates this process in the House of Representatives by examining the development of the procedure now known as suspension of the rules. A series of changes in the House's standing rules and precedents during the nineteenth

century combined to transform the suspension procedure from a means for the House to escape from the rigidities of its regular order of business into a device by which representatives could secure floor votes on issues of their choice and finally into a well-regulated way in which the House now acts on much of its annual legislative workload."

162.Bach, Stanley ; Smith, Steven S. *Managing uncertainty in the House of Representatives: adaptation and innovation in special rules.* Washington, D.C.: The Brookings Institution, 1988. 140 p. 328.7305 B118

"The «postreform» House of Representatives of the 1980s is strikingly different from the House of the 1970s. A most important change is the increasingly creative use of special rules, which structure floor debate on major legislation. The new trade of special rule craftsmanship now plays a pivotal role in managing the uncertainties of decisionmaking in the House. During the 1970s new issues and new members disrupted old ways of doing business, while organizational and procedural reforms redistributed influence and resources in ways not always anticipated. These combined to produce a much less stable, predictable environment for the Rules Committee and the entire House."

163.Bailey, Christopher J. *"Beyond the new Congress: aspects of congressional development in the 1980s". Parliamentary Affairs.* Vol. 41, no 2 (April 1988). P. 236-246

"The 1970s were a turbulent decade for the U.S. Congress. In a series of reforms, congressional procedures were overhauled, authority dispersed more equitably, practices opened up to public scrutiny, and an attempt made to reclaim some of the authority ceded to the presidency. Alongside these changes in parliamentary rules, the workload of Congress expanded. Throughout the 1970s both the time spent in session and the number of votes taken rose inexorably. Since the early 1980s, however, several indicators suggest that this period of frenzied activity has come to an end. Legislative output, measured in the number of bills and resolutions passed, has fallen, and apart from the 1986 decision to televise the proceedings of the Senate, the only changes in the institution's internal rules have been fairly minor. These facts suggest that it is time to reassess the view of Congress presented by observers in the early 1980s to take account of more recent developments."

164.Brenner, Philip. *"Restructuring Congress: the context of reform". The Limits and possibilities of Congress.* New York: St-Martin's Press, 1983. P. 134-164. 328.73 B838

"In the last two decades advocates of congressional reform have proposed a variety of changes to achieve a wide array of goals, and during the 1970s Congress even adopted some of these proposals.

The changes that Congress instituted reveal the interests of the members and the effect of the external environment on those interest. This chapter looks at both the proposals and the actual changes in order to extend the analysis of how Congress has been studied and to provide another case study of the limits and possibilities of Congress."

165. Carney, Eliza Newlin. *"Clean sweep?" National Journal.* Vol. 27, no 3 (January 21, 1995). P. 156-160

"Reinventing the House may not be as easy as it looked, some reform-minded Republicans are discovering."

166. *Congress reconsidered.* 2nd ed. Washington, D.C.: Congressional Quarterly Press, 1981. 442 p. 328.73 C749co

"The contributors largely agree that the reforms Congress imposed on itself in the early 1970s have made the Senate and House more open institutions and have increased opportunities for all members to plan a role in the legislative process, but have unexpectedly made coordinated efficient, and responsive action even less likely than in the pre-reform days of the post."

167. *Congressional budgeting: politics, process and power.* Baltimore: the John Hopkins University Press, 1984. 250 p.

"The primary goal of this work is to provide an understanding of how the 1974 reforms have altered the politics and processes of congressional budgeting. This involves discussions of the procedures affecting budget resolutions, reconciliation, impoundments, tax expenditures, and so forth. However, it also involves analyses of the effects of these procedures and the politics surrounding them on institutional arrangements, for example, the intrachamber relations among congressional committees and the relations between Congress and the executive branch. In pursuing this type of understanding, the chapters that follow provide a comprehensive and unified treatment of the current congressional budget process - its origins, evolution, and impact."

168. *"Congressional reform". Congressional Quarterly Almanac, 103rd Congress, 1st Session, 1993.* Washington, D.C.: Congressional Quarterly Inc., 1994. P. 21-29. 328.73 C749 Réf.

"Faced with continuing public disillusionment with the political process in Washington, lawmakers considered a variety of proposals to improve congressional operations. After a yearlong study, the Joint Committee on the Organization of Congress, a special panel established in 1992 with equal numbers of members from each party and each chamber, recommended a series of changes, including reducing committee assignments, converting to a two-year budget process and reducing the opportunities for Senate filibusters. Neither the House nor the Senate acted on those recommendations before the end of the year."

169. *Congressional reform: selected issues and options for the House of Representatives, June 1, 1992.* Washington: Congressional Research Service, 1992. 96 p. Microfilm: CRS, 92-497, bobine 10

"This report addresses selected concerns which have been raised about the organization and operations of the House of Representatives. Issues and possible options for change related to the committee system, floor procedure, management and administration and staffing and allowances are identified."

170.Curtis, Thomas B. ; Westerfield, Donald L. *Congressional intent.* New York: Praeger Pub., 1992. 167 p.

"Argues that Congress as a study and deliberation body has been undermined by special interest lobbying and pressures from the executive branch; reform proposals."

171.Davidson, Roger H. *"Congressional committees as moving targets". Legislative Studies Quarterly.* Vol. 11, no 1 (February 1986). P. 19-33

"Changing congressional committees are examined in light of Richard F. Fenno's seminal 1973 study. The changes are analyzed according to Fenno's dual driving forces: members' goals and environmental constraints. Not only individual committees, but the committee system, should be analyzed. With this perspective, three «eras» are described - the «classic» period studied by Fenno, the reform era (1965-1978), and now a postreform era (beginning about 1979)."

172.Davidson, Roger H. *"The new centralization on Capitol Hill". Review of Politics.* Vol. 50, no 3 (Summer 1988). P. 345-364

"The consensus view of today's Congress - that its decentralized structure and dispersed power has pushed it to the edge of chaos -is badly in need of correcting. Despite the legacy of decentralization and fragmentation from the 1960's and 1970's reform era, the 1980's have seen a discernible trend toward leadership and order. Leading elements of this «new centralization» in congressional operations are described in this article."

173.États-Unis. Congress. Joint Committee on the Organization of Congress. *Organization of the Congress: final report of the House members of the Joint Committee on the Organization of Congress.* Washington: U.S. Government Printing Office, 1993. 162 p. Y1.1/8: 103-413/v. 1 Microfiches

"The formal adoption of House Concurrent Resolution 192 created the 28 member temporary committee to «make a full and complete study of the organization and operation of the Congress» and to recommend improvements which would strengthen the effectiveness of the Congress, simplify its operations, improve its relationships with and oversight of other branches of the United States Government and improve the orderly consideration of legislation."

174.États-Unis. Congress. Joint Committee on the Organization of Congress. *Organization of the Congress: final report of the Joint Committee on the Organization of Congress.* Washington: U.S. Government

Printing Office, 1993. 345 p. Y1.1/5: 103-215/v. 2 Microfiches

"This volume presents much of the policy analysis and historical background information that Members and staff of the Joint Committee considered in developing their final recommendations."

175.États-Unis. Congress. Joint Committee on the Organization of Congress. *Organization of the Congress: final report of the Senate Members of the Joint Committee on the Organization of Congress.* Washington: U.S. Government Printing Office, 1993. 108 p. Y1.1/5: 103-215/v. 1 Microfiches

"The proposals range from reforms of the committee system to fundamental changes in the budget process. Overall, the recommendations are guided by a set of principles that the Joint Committee heard throughout six month of comprehensive hearings. These principles are: strengthen the ability of Senators to legislate and to deliberate; make Congress more effective and credible; enhance accountability, responsibility and openness in decision-making; streamline the institution, reduce overlap, and eliminate redundancy; reduce the problem of «fractured attention»."

176.États-Unis. Congress. Joint Committee on the Organization of Congress. *Congressional reorganization: options for change: report of the Congressional Research Service, Library of Congress to the Joint Committee on the Organization of Congress.* [Washington]: Congressional Information Service, 1993. 290 p. 328.7307 E83 068 Microfiches

Principalement les chapitres 3, 5, 6, 8, 10: The Committee system: Committee numbers sizes, and assignments; jurisdiction procedures; floor procedures; the budget process; House-Senate relations: informal methods of bicameral coordination; legislative-executive relations.

177.États-Unis. Congress. House. Select Committee on Committees. *Final report.* Washington: G.P.O., 1980. 613 p. CIS: H 963-3 Microfiches

"Final report, prepared by the Select Committee on Commmittees, on proposals to reorganize the House of Representatives committee structure. Includes findings and recommendations (...) task force reports, staff reports, results of surveys of Members of the House."

178.États-Unis. Congress. Senate. Committee on Governmental Affairs. *Proposed budget reforms: a critical analysis.* Washington: G.P.O., 1988. 160 p. Y4 G74/9: S. prt. 100-93 Microfiches

"Prepared by the Congressional Research Service, Library of Congress and the Congressional Budget Office. Includes discussion of biennial budgeting and contemporary developments in managerial budgeting."

179.États-Unis. Congress. Senate. Rules and Administration Committee. *Report on Senate operations, 1988: appendix.* Washington: G.P.O., 654 p. Y4 R86/2: S. prt. 100-141 Microfiches

State of the Senate: Conditions, proposals, and prospects for change (p. 48-60; Recommendations for Senate Reform (p. 61-148); Congressional Reform: Senate (p. 149-158); Senate changes in the 97th, 98th Congress (p. 159-173); Senate procedure rules, and organization: proposals for change (p. 186-205); Congressional budget process reform (p. 206-222).

180.États-Unis. Congressional Research Service. *Committee reorganization: some options*. Washington: CRS, 1993. 201 p. CIS: J892-10 Microfiches

181.Granat, Diane. *"Democrats to consider House rules changes". Congressional Quarterly Weekly Report.* Vol. 42, no 47 (November 24, 1984). P. 2983-2984

Budget process; special order speeches; electing the Whip.

182.Haas, Lawrence J. *"New rules of the game". National Journal.* Vol. 22 (November 17, 1990). P. 2793-2797

"Congress's new budget process will shift authority from Capitol Hill to the White House, increase the power of some committees at the expense of others and force interest groups to compete more vigorously than ever for scarce resources."

183.Hogan, Joseph H. *"Ten years after: the US Congressional Budget and Impoundment Control Act of 1974". Public Administration.* Vol. 63, no 2 (Summer 1985). P. 133-149

"This paper will first outline the reformed budget procedures and establish the goals of the 1974 Budget Act. The second section assesses whether the goals of budget reform have been achieved. In short, the answer is a negative one. The third section explains why the goals of budget reform have not been met, and the final section evaluates the main proposals advanced for changing the budget process."

184.Hook, Janet. *"Changes in Senate rules suggested - again". Congressional Quarterly Weekly Report.* Vol. 46, no 39 (September 24, 1988). P. 2657

"The Rules and Administration Committee Sept. 20 approved a report on proposals to reduce procedural delays and conflicting demands on members' time."

185.Hook, Janet. *"Congressional reform panel winds up work in discord". Congressional Quarterly Weekly Report.* Vol. 51, no 47 (November 27, 1993). P. 3249-3250

"As approved by the House members of the Joint Committee, the recommendations call for establishing a two-year cycle for budget and appropriations, authorizing use of non-members of Congress in ethics investigations and imposing tighter limits on

the number of committees and sub-committees that members can sit on."

186.Hook, Janet. *"Congressional self-reform put on slow track". Congressional Quarterly Weekly Report.* Vol. 52, no 6 (February 12, 1994). P. 316-317

"Even with action apparently now months away, lawmakers have begun complaining about proposals that could trim their turf, their staff and their opportunities to wield power. On the other hand, some members are clamoring for an opportunity to propose more drastic changes."

187.Hook, Janet. *"Extensive reform proposals cook on the front burner". Congressional Quarterly Weekly Report.* Vol. 50, no 23 (June 6, 1992). P. 1579-1585

"Following is a summary of the most common complaints about current congressional procedures together with a review of some of the ideas for change that are under discussion in the areas of party leadership, floor debate, the committee system, legislative procedure and the budget process."

188.Hook, Janet. *"Fervor for reform wanes amid internal misgivings". Congressional Quarterly Weekly Report.* Vol. 52, no 20 (May 21, 1994). P. 1274-1275

"A Senate committee is about to make the first formal effort to write legislation revamping Congress' procedures and committee system after a yearlong study and months more of hearings. But the already clouded outlook for institutional change has grown steadily bleaker as Congress has turned its attention to other political reforms and Senate Democrats have become embroiled in a leadership struggle."

189.Hook, Janet. *"Senate members OK panel cuts, two-year budget cycle". Congressional Quarterly Weekly Report.* Vol. 51, no 45 (November 13, 1993). P. 3094-3096

"After months of hearings, weeks of private discussions and hours of open committee meetings, Senate members of the Joint Committee on the Organization of Congress on Nov. 10 unanimously endorsed a plan to streamline the committee system and establish a two-year budget cycle. Those would add up to the most significant change on Capitol Hill in decades - if the Senate and House accept it."

190.Hook, Janet ; Cloud, David S. *"A Republican-designed House won't please all occupants". Congressional Quarterly Weekly Report.* Vol. 52,
no 47 (December 3, 1994). P. 3430-3435

"Having spent the last generation stranded in the minority dreaming of far-reaching changes in the way the House works, Republicans at last are in a position to realize their fantasies.

They will be building a new House in which there are fewer committees, no absentee voting, term limits for committee chairmen, fewer staff and a host of other changes in the way the institution has run for decades."

191. *How Congress works.* 2d ed. Washington, D.C.: Congressional Quarterly, 1991. 157 p. 328.73 H847

"Charts the procedural and attitudinal changes that have occurred in Congress since the post-Watergate reforms of the 1970s.

Role of congressional leaders, the legislative process, the operations of committees and staff, and the pressures that affect Congress in the 1990s."

192. Kirby, Stephen ; Cox, Andrew. *"Congressional reform of American budgetary decisions". Parliamentarian.* Vol. 64, no 2 (April 1983). P. 64-74

"This article will review briefly the conditions and problems that led to reform and the reform itself, but will concentrate on an analysis of the performance of the system since 1974. This will show that major «constitutional», technical, and political problems remain which have allowed relatively few improvements in congressional budgeting to be made."

193. Kravitz, Walter. *"The Legislative Reorganization Act of 1970". Legislative Studies Quarterly.* Vol. 15, no 3 (August 1990). P. 375-399

"Unlike its 1946 predecessor, the Legislative Reorganization Act of 1970 did not radically restructure the organization of Congress. Instead, it proposed remedies to some of that act's defects and dealt with a wide range of procedural and institutional problems that had emerged or become more critical since 1946. Congress later weakened or abandoned some of the act's provisions but expanded the scope of many more, especially those curbing the powers of House committee chairs. It reacted to the unforeseen consequences of the act's antisecrecy provisions in ways that have substantially negated their intent."

194. Lindstrom, Peter. *Congressional operations: «not for the short winded»: Congressional reform, 1961-1986.* Washington: Center for Responsive Politics, 1986. 115 p.

"Partial contents: Defining reform; institutional differences; reforms affecting both Chambers: the budget process and accountability reforms; success patterns in the reform movement; the aftermath of the reform movement: Congress in the 1980s; chronological list of major events in the reform movement, 1961-1986."

195.Palazzolo, Daniel J. *The speaker and the budget: leadership in the post-reform House of Representatives.* Pittsburgh, PA: University of Pittsburgh Press, 1992. 262 p.

"Changing role of the Speaker of the House in the congressional budget process from the passage of the Budget and Impoundment Control Act of 1974-88."

196.Plattner, Andy. *"Report urges major changes in Senate structure, rules". Congressional Quarterly Weekly Report.* Vol. 41, no 14 (April 9, 1983). P. 695-697

"The recommendations include limits on debate, rules to ensure attendance, election of a permanent presiding officer, elimination of several committees and all staffed subcommittees, and changes in the congressional budget process."

197.*The Postreform Congress.* New York: St. Martin's Press, 1992. 354 p.

"Presents essays which «reflect on an emerging consensus» on the development of Congress in the wake of the reforms of the 1960s. Elements that have received attention include: shifts in legislative workload; stress on the budget process; «blame avoidance» technique; reenvigorated partisanship; stronger party leadership, combined with weakened committee leadership, and tighter management of floor procedures, especially in the House."

198.Rieselback, Leroy N. *Congressional reform.* Washington: Congressional Quarterly Press, 1986. 170 p.

"Evaluates reform according to three broad standards: responsiveness (representativeness); responsibility (policy-making efficiency), and accountability (opportunity for citizen control). Rieselback assesses the impact of redistributed committee power, centralized party control (...)"

199.Rieselback, Leroy N. *"Reforming Congress: philosophy, politics, problems, prospects". Bureaucratic and governmental reform.* Greenwich, Conn.: JAI Press, 1986. P. 129-153

"This review of two decades of congressional reform and its results tells a cautionary tale. Reform is a rocky road indeed. It is difficult to enact and its consequences hard to foresee. Specifically, congressional reform has proceeded piecemeal; it has followed no guiding philosophical map but rather has responded to crises of the moment. It has taken a multitude of forms, over a period of years, has often moved in directions unplanned by those who designed it."

200.Saturno, James V. *Congressional reform: selected proposals for institutional change in the 102d Congress, August 12, 1991.* Washington: Congressional Research Service, 1991. 7 p. Microfilm: CRS, 91-595, bobine 10

"Institutional reform has long been an important part of the congressional agenda. Thus far in the 102d Congress this concern has been manifested in a number of proposals for specific reforms and calls for the study of possible reforms. These proposals have focused on such things as committee and subcommittee structure and resources, rules of procedure, floor and Committee scheduling, and members «quality of life»."

201.Schneider, Judy ; Hardy, Carol. *The congressional standing committee system: an introductory guide, May 18, 1989.* Washington: Congressional Research Service, 1989. 61 p. Microfilm: CRS, 89-418, bobine 3

"The congressional committee system is at the heart of the legislative process. This report discusses the historical development, current structure, and operations of the congressional committee system in both the House of Representatives and the Senate. Also included is information on the jurisdiction as summarized from House and Senate rules, subcommittees, size an history of each standing committee in both chambers, and citations to selected reference works describing standing committees."

202.*A second report of the Renewing Congress Project.* Washington, D.C: the American Enterprise Institute; Brookings Institution, 1993. 86 p. 328.73 R411

"Many critics of Congress seek to reduce its powers by term limits, a presidential line-item veto, slashing staff, eliminating perks, and cutting salaries. The Project argues that Congress, along with the partner/rival executive and judiciary, should be strong, self-confident, and assertive. Ironically, the excesses of Congress bashing may serve the interests of the status quo by deflecting attention from much-needed efforts to address real problems: hypersensitivity to public opinion, playing to the media, unwillingness to be persuaded by new information and reasoned argument, and having more concern for appearances than for outcomes."

203.Shaw, Malcolm. *"Congress in the 1970s: a decade of reform". Parliamentary Affairs.* Vol. 34, no 3 (Summer 1981). P. 272-290

"The 1970s was a decade of major congressional change. This resulted in part from a reaction to things that were done by the presidents who have held office since the death of President Kennedy and in part from developments occurring within Congress itself. This change has been reflected in alterations in the rules and procedures of the Senate and the House of Representatives, particularly the latter. In this article congressional change, procedural and otherwise, will be examined, and its significance will be suggested."

204.Shaw, Malcolm. *"Reform of the American Congress". The Politics of parliamentary reform.* London: Heinemann Educational Books, 1983.

P. 129-146. 328.3042 P769

"The American Congress is in many ways the quintessential legislature. As the grand inquest of the nation it functions on a grand scale. From the points of view of expertise, political clout, facilities, interest articulation and constituency service, it is in a class by itself. In view of this, it is particularly instructive to examine Congress from the broad perspective of reform. In this chapter I shall examine, therefore, the context within which reform of the American Congress occurs, some reforms which have been effected in the recent past and the relationship which the process of congressional reform bears to the reform of the British Parliament."

205.Sheppard, Burton D. *Rethinking congressional reform: the reform roots of the Special Interest Congress.* Cambridge, Mass.: Schenkman Books, 1985. 417 p.

"A decade of reform activity has played a substantial role in creating and nurturing the «Special Interest Congress» of the late 1970s and the 1980s, hardly the result the reformers intended. (...) The reform process itself was an important factor in creating the congressional system which itself now cries out for reform."

206.Shepsle, Kenneth A. *"Representation and governance: the great legislative trade-off". Political Science Quarterly.* Vol. 103, no 3 (Fall 1988). P. 461-484

"The range of procedural changes and the amount of activity they generated during the early 1970s were immense... I want to consider this procedural activity in the context of an essential constitutional feature of the American political system - the capacity of the national legislature to function as a consequential political force in the structure of government. I want to assess in a general sort of way the effects of reform on this capacity."

207.Sinclair, Barbara. *"The Speaker's task force in the post-reform House of Representatives". American Political Science Review.* Vol. 75, no 2 (June 1981). P. 397-410

"Because of changes in the issues at the center of controversy, changes in rules and norms and high membership turnover, the current House majority party leaders operate in a much less predictable environment than their predecessors did. In response to the changed environment, Speaker O'Neill has developed the strategy of leadership by inclusion, a central element of which is the Speakers's task force, an ad hoc group appointed by the Speaker and charged with passage of a specific bill. The leaders believe task forces help them perform both of their primary functions - building winning coalitions and «keeping peace in the family». By increasing the number of people working in an organized way to pass the bill at issue, the task force increases the probability of a bill's success on the floor. Work on a task force

satisfies junior members' expectations of participation and fosters cooperative patterns of behavior among party members."

208.Smith, Steven S. ; Deering, Christopher J. *Committee in Congress.* 2nd ed. Washinghton, D.C.: Congressional Quarterly Inc., 1990. 259 p. 328.730765 S661

Principalement le dernier chapitre: The dynamic committee systems of Congress: reform proposals.

Informations éparses contenues dans le volume.

209.Solomon, Gerald B.H. ; Wolfensberger, Donald R. *"The decline of deliberative democracy in the House and proposals for reform". Harvard Journal on Legislation.* Vol. 31, no 2 (Summer 1994). P. 321-370

"The ideal of congressional process is that the two houses should serve as forums for the free exchange of ideas and proposals, producing legislation that reflects the will of the people and accomplishes important goals. In the House of Representatives, this ideal is impeded by committee structure, the powers of committee chairmen and party caucuses, and by restrictive rules that govern floor debate. The result has been the exclusion of the minority party from meaningful participation in congressional process and, consequently, the reduction of substantive debate on critical issues.

In this article, the authors trace early attempts to reform House process to enhance its deliberative and democratic qualities. The article analyzes the most recent reform efforts begun by the Joint Committee on the Organization of Congress of the 103d Congress. The authors argue that the Joint Committee's recommendations fall short of the goals of revising House committee structure, curbing the powers of the majority leadership and the House Rules Committee, and returning House process to the ideal of deliberative democracy."

210.*"Steering Committee Report: policy paper on legislative-executive reform". Making government work: from White House to Congress.* Boulder, Colo.: Westview Press, 1986. P. 249-279. 353.0372 M235

"In theory, Congress was supposed to gain immeasurably from its most important recent reform - the creation of the budget committees and budget resolutions in 1974. The reform was designed to assure that legislating on matters of taxation and spending - the core of most activity by the two Houses - would be conducted responsibly, with an awareness of the balance (or imbalance) between revenues and expenditures. In fact, however, this reform has made the job of legislating more complex, slower, and at times less effective than before.

Today's procedures have added another layer of complication: instead of two basic considerations of the same issues (authorizations and appropriations), there are now three. Budget resolutions have been passed later in the year, leaving less time for authorizing and appropriating legislation, as well as for the other legislative business of Congress, especially effective oversight of executive branch activities. Stopgap continuing resolutions have become more important, thus at times reducing the yearlong process of deliberation to a truncated effort to reach compromises at the end of each session."

211.Strahan, Randall. *New Ways and Means: reform and change in a congressional committee.* Chapel Hill [Car. du N.]: University of North Carolina Press, 1990. 218 p. 328.7307658 S896

"Using the Committee on Ways and Means for a case study, Randall Strahan assesses the far-reaching effects of internal reform efforts undertaken in the House of Representatives in the 1970s. Responsible for reviewing tax, trade, and social welfare legislation, this committee has played a key role in policymaking within the legislative branch. Because of its power and prestige, Ways and Means also became in the 1970s an epicenter of the upheavals that rocked the House during this turbulent period."

212.Thomas P. O'Neill, Jr., Symposium on the U.S. Congress (1981: Boston College). *"Reforming congressional procedures". The United States Congress.* New Brunswick, U.S.A.: Transaction Books, 1983. P. 167-245. 328.73 T461

Assessing congressional changes, or what hath reform wrought (or wreaked)?

A view from the trench: reforming congressional procedures.

213.Thurber, James A. *"The consequences of budget reform for congressional-presidential relations". Annals of the American Academy of Political and Social Science.* Vol. 499 (September 1988). P. 101-113

"The analysis answers two questions: what are the major budgetary reforms that have influenced congressional-presidential relations, and what have been the consequences of these changes? The article concludes that the budget reforms have strengthened the congressional role vis-à-vis the president's role in the budget-making process."

214.Unekis, Joseph K. ; Rieselbach, Leroy, N. *"Change, reform, and committee politics". Congressional committee politics: continuity and change.* New York: Praeger, 1984. P. 107-158. 328.730765 U56

"Old ways change slowly in congressional committees. It takes a singular combination of forces - new members, new agendas, a changed environment, new leaders - to force a committee to reshape its politics. Where continuing committee members confront a recurring and often complex policy agenda in a heterogenous environment, where they use standard procedures, especially independent subcommittees, to do so, and where leadership style remains constant, change is less

likely. Simply put, the more complicated the committee's politics, the more resistant to change it remains. Because such complex patterns are more common than simpler arrangements, committee politics in Congress inclines toward continuity rather than change."

215. Wehr, Elizabeth. *"Budget process: reform keeps Congress talking". Congressional Quarterly Weekly Report.* Vol. 45, no 23 (June 6, 1987). P. 1173-1176

"Separate task forces of Democrats and Republicans in the House and Senate are talking about how Congress makes fiscal decisions, in budget resolutions and deficit-reduction bills, appropriations measures and authorizing legislation. A fifth, bipartisan group of House members is prodding the others to act."

216. Wigton, Robert C. *"Joint legislative mechanisms: an untapped reform potential?" Polity.* Vol. 24, no 2 (Winter 1991). P. 323-335

"This note argues that joint committees and related unicameral legislative devices should be reconsidered today as potential reform vehicles for a number of the ills currently besetting Congress."

VI - FRANCE

217. Ardant, Philippe. *"Les développements récents du parlementarisme". Revue internationale de droit comparé.* No 2 (avril/juin 1994). P. 593-603

"La présentation du parlementarisme français depuis 1958, c'est-à-dire depuis le début de la V^{e} République, doit tenir compte de deux données liées à la vie politique:
- Depuis 1958, le gouvernement a toujours - sauf à deux reprises: 1959-1962, 1988-1993 - pu compter sur une majorité stable au sein de l'Assemblée nationale qui, seule, peut mettre en cause sa responsabilité politique. (...) Le gouvernement détermine et conduit la politique de la Nation (Const. art. 20), le Parlement - essentiellement l'Assemblée nationale - est là pour l'aider à la mettre en oeuvre.
Il en résulte une limitation de la liberté d'action des parlementaires et un affaiblissement de l'institution parlementaire elle-même. La place de cette dernière dans le pays n'est plus ce qu'elle était sous les régimes précédents, ce qui ne signifie pas que le Parlement ne joue plus aucun rôle, il s'efforce d'améliorer la qualité des lois. (...) - Depuis 1958 toujours, la vie politique française a été marquée, la plupart du temps, par la communauté de vues et d'appartenance politique du Président de la République, de la majorité de l'Assemblée nationale et du gouvernement. Le Président s'est substitué au gouvernement dans la détermination de la politique de la Nation, tout en restant, bien entendu, irresponsable devant le Parlement. Son programme constitue alors en quelque sorte le programme législatif du gouvernement que celui-ci doit mettre en oeuvre."

218. Avril, Pierre. *"Les innovations sénatoriales". Pouvoirs.* No 44 (1988). P. 111-118

"Les innovations dans la fonction législative; les commissions d'enquête et de contrôle; pratique des missions et des groupes d'études; les «conventions» sénatoriales."

219.Avril, Pierre ; Gicquel, Jean. *"L'apport de la révision à la procédure parlementaire". Revue française de droit constitutionnel.* Vol. 1, no 4 (1990). P. 619-630

"La discussion du projet de réforme de la saisine du Conseil constitutionnel se révèle riche d'enseignements pour le droit parlementaire. Elle a mis notamment en lumière une évolution dans la pratique de la recevabilité des amendements. Par ailleurs, l'examen du projet de révision en commission, puis en séance publique, a contribué à valoriser le rôle du rapporteur de la commission et du Premier ministre."

220.Belorgey, Jean-Michel. *Le Parlement à refaire.* Paris: Gallimard, 1991. 201 p. 328.4407042 B452

"La fonction parlementaire comporte trois dimensions essentielles: une dimension législative; une dimension de contrôle collectif de l'action gouvernementale et administrative; une dimension de médiation individuelle souvent contestée - le parlementaire «courtier» ou «assistante sociale»... On examinera successivement ces différents aspects, puis la part imputable, dans l'évolution constatée, d'une part à l'influence des partis, d'autre part au comportement des citoyens à l'égard des élus."

221.Belorgey, Jean-Michel. *"Le Parlement à refaire". Revue politique et parlementaire.* No 955 (septembre/octobre 1991). P. 31-46

Extraits du livre Le Parlement à refaire.

"Nous avons choisi de reproduire les «bonnes feuilles» dans lesquelles Jean-Michel Belorgey énumère les remèdes nécessaires pour que le Parlement remplisse le rôle qui est le sien, sans que pour autant la Constitution soit modifiée..."

222.Bigault, Christian. *Les réformes dans l'organisation et l'activité parlementaires en France depuis 1988.* [Paris]: Association française des constitutionnalistes, [1991]. [56] f. 328.440731 B592

"Le souhait des deux assemblées de rénover leurs méthodes de travail, a été prolongé par des propositions de réformes constitutionnelles soit en faveur du régime présidentiel, soit en faveur d'un rééquilibrage des pouvoirs en faveur du parlement..."

En annexe I: Projet de conclusions du Groupe sur la réforme des méthodes de travail parlementaire.

223.Carcassonne, Guy. *"Réhabiliter le Parlement". Pouvoirs.* No 49 (1989). P. 37-45

"Le thème de la réhabilitation du Parlement, pour être constamment évoqué, n'en est pas moins contestable. On assiste plutôt à une mutation de la fonction de contrôle, doublée d'une rénovation de la fonction législative, qui vont, l'une et l'autre, dans le sens de la revalorisation. À cet égard, la IX[e] législature semble marquer une étape nouvelle, encore qu'il soit trop tôt pour l'affirmer définitivement."

224.Carcassonne, Guy. *"La résistance de l'Assemblée nationale à l'abaissement de son rôle". Revue française de science politique.* Vol. 34, nos 4/5 (août/octobre 1984). P. 910-921

"Aussi constate-t-on que la volonté des députés de résister à la dépréciation du rôle de leur assemblée se traduit dans toutes leurs relations avec l'exécutif, qu'elles concernent l'amélioration de l'information et du contrôle ou l'influence sur la décision."

225.Daniel, Justin ; Emeri, Claude. *"L'Assemblée nationale et son devenir". Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger.* Vol. 105, no 5 (septembre/octobre 1989). P. 1245-1272

"Étudier les multiples projets de réforme qui alimentent le débat sur «la crise de l'Assemblée» revient par conséquent à s'interroger sur la nature de la coalition au pouvoir à un moment donné, les relations plus ou moins conflictuelles qui se nouent en son sein, bref sur la structure de la majorité gouvernementale et sur la structure de l'opposition."

226.*"Discussion de la proposition de résolution de M. Pierre Mazeaud (R.P.R.) modifiant le règlement de l'Assemblée nationale (Proposition no 947 -rapport no 955)". Bulletin de l'Assemblée nationale,* no 27 (mardi, 1er février 1994). P. 11-15

"En vue d'inciter à un infléchissement des comportements, le groupe de travail a élaboré des recommandations adressées au Gouvernement et aux instances parlementaires, recommandations qui poursuivent trois objectifs principaux: assurer un meilleur respect des droits du Parlement, améliorer le déroulement de la procédure législative, renforcer le contrôle parlementaire en lui donnant une plus grande permanence. Ainsi, une recommandation invite le Gouvernement à ne plus soumettre au Parlement des dispositions de nature réglementaire; il est également recommandé de réunir une fois par semaine en intersession au moins l'une des six commissions permanentes aux fins d'interroger un membre du Gouvernement sur des problèmes d'actualité."

227.Forni, Raymond. *"La non réforme du règlement". L'Assemblée nationale aujourd'hui: colloque tenu à Paris les 21 et 22 novembre 1985.* [Québec: Bibliothèque de l'Assemblée nationale, 1986?]. [7] p.
1 vol. en pag. multiple. 328.44072 A8441

"Dès le début de la législature actuelle, le président Mermaz s'est préoccupé des conditions de fonctionnement de l'Assemblée nationale. Tout naturellement, cette réflexion aboutit au cours de l'année 1982 à la création d'une commission «ad hoc» rassemblant les représentants de l'ensemble des groupes présents à l'Assemblée nationale. (...) Après deux années d'échanges, de contacts, de débats, il nous fallut nous rendre à l'évidence que rien encore aujourd'hui ne changerait, et que notre tâche était plus compliquée et plus politique que nous l'avions imaginé. Et pourtant, nous continuons à penser que le Parlement doit évoluer."

228.France. Assemblée nationale. *Rapport fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution de M. Pierre Mazeaud (no 947) modifiant le Règlement de l'Assemblée nationale.* Par M. Pierre Mazeaud, député. [Paris: Assemblée nationale], 1994. 175 p. [Document no 955)

"Les plus importantes modifications s'inscrivent dans la perspective de la rénovation de la procédure législative, qui passe par le rééquilibrage, en importance et en durée, de ses deux phases: examen des textes en commission et débat en séance publique. Elles ne visent pas à bouleverser la procédure, ce qui, au demeurant, pouvait difficilement être envisagé, compte tenu des contraintes constitutionnelles, particulièrement rigoureuses en la matière, et du souci du groupe de travail de ne présenter que des propositions susceptibles de recueillir le plus large accord; se trouvaient donc exclues d'elles-mêmes toutes mesures qui auraient conduit à remettre en cause, de quelque manière que ce soit, le droit d'amendement reconnu aux députés, qui constitue en particulier l'un des moyens d'expression les plus précieux dont disposent les membres de l'opposition. (...) Les autres modifications qu'il est proposé d'apporter au Règlement ne concourent pas au même degré que celles que l'on vient d'évoquer à la réalisation d'une réforme d'ensemble. Certaines n'en sont pas moins importantes.

On signalera notamment que la proposition de résolution, dans la logique du renforcement du rôle des commissions, jette les bases d'une amélioration nécessaire des modalités de publication de leurs travaux: les actuels communiqués à la presse seraient remplacés par des comptes rendus, faisant état de la teneur des interventions présentées devant elles, l'ensemble des comptes rendus des réunions consacrées à l'examen d'un texte pouvant être diffusé sous la forme d'une annexe au rapport, et donc dans les mêmes conditions que celui-ci."

229.France. Assemblée nationale. *La réforme du règlement de l'Assemblée nationale, travaux préparatoires, texte du nouveau règlement.* [Paris: Assemblée nationale], 1994. 307 p. 328.4405 F815

"La volonté de renforcer la légitimité et l'efficacité de l'Assemblée nationale a guidé la réforme de son règlement: renforcement de sa légitimité en la rapprochant des citoyens par l'ouverture accrue de ses séances et de ses commissions à la télévision, renforcement de son efficacité à travers une distinction plus claire entre le travail technique effectué au sein des commissions et la discussion politique réservée à la séance publique. L'accent a souvent été placé sur les missions traditionnelles du Parlement, au premier rang desquelles figure le vote de la loi de l'impôt. L'avenir des Parlements des nations libres passe par une activité plus soutenue en matière de

contrôle et d'évaluation des gouvernements d'une part, en matière d'animation du débat public d'autre part."

230.Goguel, François. *"Du Sénat de la IIIe à celui de la Ve". Pouvoirs.* No 44 (1988). P. 5-14

"Pour tenter de brosser un tableau du climat du Palais du Luxembourg, depuis plus d'un demi-siècle, il conviendra donc, après avoir indiqué les éléments de continuité qui le caractérisent, de relever en quoi il ne s'en est pas moins modifié."

231.Hochedez, Daniel. *La réforme du travail parlementaire 1958-1988.* [Paris?: s.n., 1991]. 25 f. 328.440731 H685

"Communication présentée lors de la journée d'études de l'Association française des constitutionnalistes du 15 mars 1991."

"Il m'échoit la mission de brosser un tableau rétrospectif de trente années de réformes, de tentatives de réformes, ou de volonté de réformes."

232.Hollande, François. *"Misère du parlementarisme". Faire de la politique.* Paris: Autrement, 1991. P. 23-29. 944.0838 F165

"Le déclin du Parlement est-il le prix à payer en échange de la stabilité des institutions? La Ve République, en renforçant considérablement l'exécutif, a sans aucun doute restreint le rôle des députés. Le parlementarisme a mauvaise presse. Servitudes et perspectives de l'action parlementaire."

233.Jos, Emmanuel. *"Le réformisme constitutionnel parlementaire sous la VIIe législature: essai de typologie". Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger.* Vol. 104, no 3 (mai/juin 1988). P. 717-742

P. 726-727: Le rééquilibrage des institutions en faveur du Parlement.

234.Mastias, Jean. *Le Sénat de la Ve République: réforme et renouveau.* Paris: Economica, 1980. 527 p. 328.44071 M423

"Le système politique dans lequel baigne l'institution sénatoriale a changé en 1958. Présidentialiste et majoritaire, il tend à devenir unidimensionnel. Riche d'une histoire centenaire, la seconde chambre est confrontée à une situation absolument nouvelle. La réaffirmation de ses missions traditionnelles ne suffit pas à rendre compte de son caractère spécifique et de sa vocation profonde. Chambre d'équilibre? Assemblée législative de réflexion? (...) Sensible au fait que le Sénat vécu n'a pas été le Sénat imaginé, l'auteur s'attache à déceler les changements et à rappeler les pesanteurs."

235.Neidhart, Roland et autres. *Les questions à l'Assemblée nationale.* [Paris]: Secrétariat général de l'Assemblée nationale, 1992. 69 p. 328.44 C752 02

"Ces procédures de dialogue direct sont devenues une manifestation majeure de la vitalité de l'institution parlementaire et il faut considérer que, pour cette raison, leur développement est loin d'être achevé."

236.Ravaz, Bruno. *"Faut-il allonger la durée des sessions parlementaires?" Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger.* Vol. 5 (septembre/octobre 1994). P. 1441-1456

L'insuffisance du régime actuel: la brièveté des sessions de plein droit; le recours aux sessions extraordinaires. La nationalisation du régime des sessions parlementaires: l'indépendance n'exige pas la permanence; pour une durée suffisante des sessions ordinaires.

237.Restier-Melleray, Christiane. *"Opinion publique et démocratie: les débats parlementaires et la réforme de la saisine du Conseil constitutionnel". Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger.* Vol. 107, no 4 (juillet/août 1991). P. 1039-1078

"La discussion du projet de réforme constitutionnelle du printemps 1990, modifiant la procédure de saisine du Conseil constitutionnel et s'inscrivant dans la logique d'un élargissement des attributions du Conseil n'a pas abouti mais s'avère riche en enseignements. Ce n'est cependant ni le contenu du projet ni les raisons de son échec que nous examinerons ici. C'est sur un thème particulier du débat, la référence par les parlementaires à l'opinion publique, que nous entendons nous pencher. Celui-ci s'avère en effet, dans le cas de la discussion d'un tel projet, lourd de signification."

238.Rivero, Jean. *"Réviser la Constitution?" Études.* Tome 362, no 3 (mars 1985). P. 311-322

P. 319-321: Renforcer l'autorité du parlement.

239.Sermet, Laurent. *"La réforme du règlement de l'Assemblée nationale adoptée le 26 janvier 1994". Revue française de droit constitutionnel.* No 20 (1994). P. 713-747

"Par son volume, la réforme se présente comme la plus importante depuis celle de l'automne 1969, la moitié environ des dispositions du règlement de l'Assemblée ayant été modifiées. Trois catégories de dispositions doivent être distinguées. Les premières constituent un toilettage des dispositions réglementaires et leur nombre atteste l'effort de codification effectué par les députés. Les secondes intéressent des réformes d'importance mineure qui ne se situent pas dans une perspective d'amélioration du travail législatif. Les dernières enfin, qui seules feront l'objet de cette analyse, témoignent d'un double souci: rééquilibrer les travaux des commissions et de la séance publique et améliorer l'efficacité des procédures de contrôle."

240.Villeneuve, Jean-Claude. *"L'évolution du rôle du Sénat depuis 1981". Après-demain.* Nos 271/272 (février/mars 1985). P. 36-38

"En s'engageant ainsi «en première ligne» dans la «bataille politique», le Sénat ne paraissait pas se conformer à l'image traditionnelle qui s'était formée précédemment dans l'opinion publique: celle d'une institution de régulation et de modération assouplissant un système majoritaire trop rigide. Pour apprécier cependant la portée réelle du rôle du Sénat, sans doute faut-il prendre en considération et examiner plus attentivement comment il a développé son action pendant les trois années écoulées depuis 1981."

VII - GRANDE-BRETAGNE

241.Baker, Elizabeth. *"Devolution or abdication: the future of privatelegislation". Table.* Vol. 57 (1989). P. 59-78

"That a Select Committee of seven Members be appointed to join with a Committee to be appointed by the Lords to examine the processes of enacting Private Legislation and to consider whether: there are any matters of a kind at present dealt with by Private Bill which could more appropriately be dealt with some other way, taking account of the interests both of Promoters and other affected parties; any changes are desirable in Private Bill procedure."

242.Baker, Nicholas. *"Reform at Westminster". Parliamentarian.* Vol. 65, no 1 (January 1984). P. 75-79

"Backbench opportunities; late nights; constituency pressure; order! order! Prime Minister's questions; timetables on bills; time limits on speeches."

243.Brazier, Rodney. *Constitutional reform.* [Oxford]: Oxford University Press, 1991. 172 p.

"Topics include parliamentary democracy and electoral reform, the second chamber, reduction of ministerial and prime ministerial power, transfer of certain royal powers to Parliament, and creation of a supreme court."

244.Brazier, Rodney. *"Further reforms of Commons procedures". Public Law.* (Spring 1983). P. 16-19

"The purpose of this brief note is to outline the latest reforms of Commons financial procedures."

245.*Commons select committees: catalysts for progress?: Understanding the new departmental select committees, 1979-1983.* Harlow: Longman, 1984. 288 p. 328.4107657 C734

"This book is the first published assessment by practitioners of the operation of an

important new aspect of British parliamentary life. It deals with the House of Commons departmental select committee system set up after the 1979 general election to enable backbenchers to exercise closer supervision of the activities of government departments."

246.Crick, Bernard. *"The reform of Parliament". Legislatures.* Oxford: Oxford University Press, 1990. P. 275-285. 328.3 L514

"The purposes of this chapter should now be clear: to show the true function of Parliament in relation to British government (basically that of informing the electorate); to sound yet another alarm that it is being badly fulfilled and that public confidence will decline if remedies are not found, and to suggest the broad areas of possible action. (...) So I propose to set out certain general principles of constitutional interpretation and state the kind of consequences that should follow from recognizing them realistically."

247.Downs, Stephen J. *"Structural changes: select committees: experiment and establishment". Partiament in the 1980s.* Oxford: Blackwell, 1985. P. 48-68. 328.41 P248

"This chapter examines one of the main procedural devices employed by the House of Commons to help it meet modern pressures and requirements. Parliament's main task - as detailed in the Introduction - remains that of scrutinizing both legislation and government activity, but in an age when much doubt has been cast upon the abilities of legislatures generally to carry out this role, select committees have been widely advocated for the House of Commons as the modern answer: an efficient and specialist method of probing administration and policy. Our purpose here is to chart the development of these committees from temporary, almost reluctant experiments to the established role they play today."

248.Drewry, Gavin. *"The new select committees: a constitutional non event?" Parliamentary select committees in action: a symposium.* Glasgow: University of Strathclyde, 1984. P. 30-55. 328.3650941 P252

"This paper discusses recent reform of commons select committees in terms of its constitutional significance. It considers in particular the claim that such reform can have, and may in fact have had some measurable effect in correcting a perceived imbalance of power between Parliament and Executive."

249.Emery, Peter. *"Improving the effectiveness of committee scrutiny of government Bills - the recent work of the Select Committee on Procedure". Parliamentarian.* Vol. 67, no 3 (July 1986). P. 100-101

"Only relatively minor changes have occurred in the last 40 years. It was against this background that a good deal was expected of the work of the Select Committee on Procedure, established in March 1984, which was charged by the House to consider «procedure on public Bills in standing committee with particular regard to the

allocation of time therein»."

250.Ganz, G. *"Recent developments in the use of guillotine motions". Public Law.* (Winter 1990). P. 496-506

"Guillotine motions used to be regarded as weapons of last resort by which the government could get its business passed through the House of Commons. They have now become a matter of routine. This is the result of a number of factors, but the outcome is not a sign of a healthy democracy if this is defined as government by public discussion and not simply the enforcement of the will of the majority."

251.George, Bruce ; Dawson, Jonathan. *"The British House of Commons and procedural reform, 1979-1983". Journal of Constitutional and Parliamentary Studies.* Vol. 18, nos 3/4 (July/December 1984). P. 1-29

"This paper will focus on recent developments in the Commons where the institutions and processes resulting from the procedural reforms approved during the 1979-83 Parliament have injected a qualitatively new dimension into Parliamentary activities."

252.Giddings, Philip. *"Select committees and parliamentary scrutiny: plus ça change". Parliamentary Affairs.* Vol. 47, no 4 (October 1994). P. 669-686

Évolution du système de comités depuis les trente dernières années et perspectives de développement futur.

253.Grande-Bretagne. Parliament. House of Commons. Select Committee on Procedure. *A parliamentary calendar: together with the proceedings of the Committee, minutes of evidence and appendices.* London: Her Majesty's Stationery Office, 1987. 21 p. 328.4105 G751 P963 1986/87 1

"The periods of sitting of the House were considered by Select Committees on Procedure both in 1967-68 and in 1977-78. Their Reports led to no formal action by the House. The arguments in favour of change remain as powerful now as they ever were: the need for predictable sitting times so that Members can arrange to perform their many functions in their constituencies and elsewhere outside the House with reasonable forward notice: the benefits for business managers and Government departments of knowing the dates within which they are expected to obtain government business; the desirability of enabling Members with young families to spend some time with them during school holidays (which is particularly difficult for Scottish Members under present arrangements); and the undesirability of the House sitting over-long in July when the atmosphere at Westminster is not necessarily conducive to the calmest consideration of parliamentary business."

254.Grande-Bretagne. Parliament. House of Commons. Select Committee on Procedure. *The select committee system affecting Northern Ireland; objections to private Members' bills and at other times; budget procedure.* London: HMSO, 1994. 21 p. 328.4105 G751 P963 1993/94 1-3

255.Grande-Bretagne. Parliament. House of Commons. Select Committee on Procedure. *The working of the select committee system: together with the proceedings of the Committee relating to the report, minutes of evidence, and appendices: second report.* London: HMSO, 1990. 2 vol. 328.4105 G751 P963 1989-90

"The search for ways of improving Parliament's check over the Executive is not new. As our predecessor Committee put it in 1978: «The development of more effective means of scrutinizing the expenditure, administration and policy of Government departments, and of more adequate procedures for informing the House about the work of departments, and for calling Ministers and civil servants to account for their actions, has been a recurring theme of proposals for parliamentary reform throughout this century». (...) The effectiveness of Select Committees in general, and of the Expenditure Committee in particular, was enhanced in a number of ways during the 1970s. (...) It was clear, nevertheless, that these developments had not led to the systematic and detailed examination by Parliament of Ministers' actions which most Members had come to regard as necessary. The 1976 Procedure Committee reinforced this view, and it was this consideration that led it to opt for a system of Select Committees based closely on the pattern and structure of Government departments."

256.Jogerst, Michael. *Reform in the House of Commons: the select committee system.* Lexington, Ky.: University Press of Kentucky, 1993. 242 p. 328.4107658 J64

"One of the most significant recent changes in the British House of Commons has been the development in 1979 of a system of select committees charged with monitoring government ministries. (...) This reform, long resisted, thus gives individual backbenchers the opportunity to play a more active role than at any time in the history of Parliament. It also has the potential to increase the influence of the House in policy making. Michael Jogerst now explains why the political leadership of the House resisted this reform for so long, and how and why it eventually came about. His extensive surveys of committee members provide a clear picture of how the system has worked during its first few years. (...) Jogerst's book, based on research that won the Samuel Beer Prize, reappraises the relationship between the executive and legislative branches in light of these new circumstances, which are likely in time to affect the entire governmental structure of the United Kingdom."

257.Jogerst, Michael. *Select committee reforms in the British House of Commons: rethinking the role of backbench MPs.* Ann Arbor, Mich.: U.M.I., 1990. 362 p. 328.41073 J64

"In 1979, the newly elected Conservative Government introduced legislation into the House of Commons, creating a comprehensive select committee system. Several Members of Parliament, including the Leader of the House, Norman St. John-Stevas, greeted the proposals as «the greatest parliamentary reform of the twentieth century». Fourteen select committees, whose task it is to monitor the executive, were subsequently established. Backbenchers, those MPs who do not hold Government or Opposition leadership positions, alone are eligible to sit on these committees. Unlike previous committee experiments, then, these reforms were designed specifically to remove party leaders from and their institutionalized influence on investigatory committees. (...) The subsequent reforms can thus be seen as recognizing contemporary realities, while at the same time adjusting to the expressed goals and desires of many backbenchers, thereby extending both the formal and informal role and capacities of Parliament."

258.Johnson, Nevil. *"Select committees as tools of parliamentary reform: some further reflections". The Commons today.* 2nd ed. London: Fontana Paperbacks, 1981. P. 203-236. 328.41072 C734

"For well over a decade there has been a continuing expansion in the investigative activities of House of Commons select committees. Bearing in mind the fact that the parliamentary reform proposals of the years 1965 to 1969 were characterized by a strong commitment to the development and diversification of select committee enquiry, it would appear that at least superficially much has been achieved in recent years to satisfy the claims of those who in the sixties saw in select committees dedicated to administrative and policy scrutiny the best hope of restoring parliamentary influence over the executive and of providing a definition of the role of backbenchers adequate to the needs of the contemporary situation."

259.Laporte, Jean. *"Grande-Bretagne: la Chambre des Lords". Les secondes chambres du Parlement en Europe occidentale.* Paris: Economica, 1987. P. 259-290. 328.4072 S445

"La réforme de la deuxième chambre est en Grande-Bretagne un sujet inépuisable. Beaucoup trouvent en effet à la Chambre des Lords des qualités certaines et vantent ses mérites, mais rares sont ceux qui approuvent sa composition actuelle. À vrai dire, le plus surprenant n'est pas que l'on réclame la modification ou l'abolition de la Chambre haute, mais que ni l'une ni l'autre ne soit survenue jusqu'ici. Et l'on ne peut que s'attacher à tenter de comprendre pourquoi le statu quo l'a jusqu'ici emporté. Mais avant toute chose, il n'est pas inutile de détailler les arguments que s'opposent partisans et détracteurs de la chambre actuelle."

260.Marsh, Ian. *"Interest groups and policy making: a new role for select committees?" Parliamentary Affairs.* Vol. 41, no 4 (October 1988). P. 469-489

"This article summarises my detailed study of the performance of the existing committees in the context of their capacity to contribute to interest group integration. I first review empirical evidence concerning the impact of the committees on interest groups. The wider theoretical grounds for expecting more successful (in the sense of flexible and implementable) outcomes from a more plural policy-making system are then considered. Third, I sketch the likely characteristics of a policy-making system

in which select committees would be catalysts in broadening interest group access and participation. I conclude by reviewing the political outlook and the political conditions under which such developments might occur."

261.Morgan, Janet. *"The House of Lords in the 1980s". Parliamentarian.* Vol. 63, no 4 (October 1982). P. 294-300

Propositions de réformes mises de l'avant depuis 1968.

262.*The new select committees: a study of the 1979 reforms.* 2nd ed. Oxford: Clarendon Press, 1989. 410 p. 328.410765 N532

"In 1979 the House of Commons replaced most of its all-party select committees by fourteen new ones, charged with overseeing the policy and administration of the major government departments.

A team of senior academics, assembled by the Study of Parliament Group, monitored the work of the new committees over the lifetime of a complete Parliament, from 1979 to 1983. Based on extensive analysis of the material produced by the committees and numerous interviews with the participants, this book provides a uniquely wide-ranging survey of the nature and importance of developments which arguably constitute the most important parliamentary reforms of the century.

For this revised and updated second edition, Gavin Drewry has added a new chapter which covers the work of the committees since 1983 and chronicles the increasingly significant role that they have played in their second Parliament."

263.Norton, Philip. *"Britain's reform Parliament". Parliamentarian.* Vol. 67, no 2 (April 1986). P. 59-65

"The reforms undertaken by the House were designed primarily to enhance parliamentary scrutiny of government and to do so in three areas: first, policy and executive actions; secondly, supply, and thirdly, legislation. A new series of select committees was created to undertake scrutiny of the «expenditure, administration and policy» of the principal government departments; estimates days were instituted to allow discussion of specific estimates (also, the National Audit Office was created to undertake efficiency audits of departments), and provision for referring Bills to special standing committees was inserted in standing orders."

264.Norton, Philip. *"The changing face of the British House of Commons in the 1970s". Legislative Studies Quarterly.* Vol. 5, no 3 (August 1980). P. 333-357

"Until 1970, one party normally had a governing majority in the House of Commons, high voting cohesion existed in both major parliamentary parties, and Governments were rarely defeated in the House. In the decade of the 1970s, governing majorities declined in size and then disappeared, intra-party dissent rose markedly, and

Government defeats in the division lobbies occurred frequently. These changes called into question the previously held assumptions thay party discipline in the House of Commons resulted from the MPs' fears of precipitating a general election, from the power of the whips, from the expectation of party loyalty among the constituency parties, and from the Government's superior sources of information on matters of policy. A new self-reliance among MPs is likely to sustain and reinforce the movement for parliamentary reform."

265.Norton, Philip. *"Independence, scrutiny and rationalisation: a decade of changes in the House of Commons". Political institutions in Britain.* London: Longman, 1986. P. 58-86

266.Norton, Philip. *"Parliamentary reform: where to from here?" Parliament in the 1980s.* Oxford: Blackwell, 1985. P. 137-162. 328.41 P248

"In practical terms, radical transformative reforms are unlikely to be achieved. A number of reformers are moving in the direction of discussing the constitution in broad terms and putting together a package of reforms. Such packages enjoy some degree of coherence but, as packages, little chance of success. Even if implemented, singly or in combination, radical reforms are not likely to realize the reformers' dreams. (...) All one could, and should, realistically hope for is to make Parliament a more effective policy-influencer. The changes of recent years have made a modest but by no means insignificant contribution to that. More needs to be done. Radical reforms are unlikely to come about and, as I have argued, are not necessarily sustainable on the merits of the argument. In terms of their implications for effectiveness and consent, they are potentially dangerous. Changes have to be wrought - in both Houses - by parliamentarians themselves. As we have seen, there has been a change of attitude in both Houses over the past decade. MPs and peers have adopted a more participatory attitude: they want to be more involved in the political process."

267.*The other place: second chambers and the House of Lords.* [London]: House of Commons, Library Research Division, Home Affairs Section, 1992. [20] f. B 1992 166

"This paper considers the issue of the existence, form and function of a second chamber of the UK Parliament. As such, it is not simply a discussion of «House of Lords reform», nor is it a consideration or evaluation of the practical operation of the current House of Lords, its composition or its relationship with the Commons, except in so far as these issues relate to the broader question of «reform». The question of a second chamber of Parliament is beset with a huge number of paradoxes which makes this question a very complex and difficult one to discuss."

268.*Parliamentary questions.* Oxford: Clarendon Press, 1993. 215 p. 328.4107456 P2521

"The contributors identify the pressures that have led to the major changes in parliamentary questions in recent years, and consider what has happened in the rules governing questions, what takes place on the floor of the House, why MPs ask questions, what effect they believe they have, and what they do with them, and consider what use is made of them outside the House of Commons. There is also a substantial chapter looking at questions in the «other place» - the House of Lords -

and the volume concludes with a discussion of the pressures facing parliamentary questions in the 1990s.

This thorough and authoritative study is essential reading for all those with an interest in parliamentary politics."

269.Pond, C.C. *The procedural changes agreed on 30 October 1980.* London: House of Commons, Public Information Office, 1980. 3 p. (Factsheet; 9). 328.4107205 F142 1-

Special standing committees, standing committees on European Community documents, European Community legislation, select committee on supply procedure, joint committee on consolidation, bills.

270.Pond, C.C. *The procedural changes agreed on 31st October 1979.* Rev. ed. London: House of Commons, Public Information Office, 1991. 4 p. (Factsheet; 3). 328.4107205 F142 1-

"In a five-hour debate on 31st October 1979, the House considered a number of motions relating to its procedure. The proposals were a mixed collection, relating inter alia to times of sitting, Private Members' Bill procedure, voting on motions on Supply Days, and length of speeches. This Factsheet attempts to point out and explain the main changes and where appropriate to indicate, in this revised version, their effects."

271.Pond, C.C. *The procedural changes of 19 July 1982, 23 May 1985 and supply procedure of the House.* London: House of Commons, Public Information Office, 1985. 8 p. (Factsheet; 18). 328.4107205 F142 1-

"The Select Committee on Procedure recommended a wide ranging investigation of financial procedure, which was started under a Select Committee on Procedure (Supply), set up after a debate on 30 October 1980, during which general dissatisfaction with the existing system was expressed."

272.Pond, C.C. *The procedural changes of 27 February 1986.* London: House of Commons, Public Information Office, 1986. 3 p. (Factsheet; 36). 328.4107205 F142 1-

"On 27 of February 1986, the House considered a number of changes relating to Public Bill procedure, short speeches, the operation of Standing Order no 20 and Questions (lost sittings)."

273.Pring, David. *"Les événements récemment intervenus à la Chambre des communes du Royaume-Uni". Informations constitutionnelles et parlementaires.* Nos 127/128 (3e et 4e trimestre 1981). P. 132-134

"Les élections de 1979 amenèrent au pouvoir, non seulement notre première femme Premier ministre, mais aussi un parti qui s'était engagé à rendre plus efficace le

contrôle par la Chambre de l'action gouvernementale.

Parmi les mesures proposées à cet effet, figurait en premier lieu l'édification d'une nouvelle structure des commissions permanentes chargées «d'examiner les dépenses, l'administration et la politique» de la plupart des ministères ainsi que toutes les entreprises nationalisées et autres organisations ou établissements publics."

274.Pring, David. *"The new select committee system at Westminster". Parliamentarian.* Vol. 64, no 2 (April 1983). P. 57-63

Assessment of the first three years; improvements suggested; persons, papers and records; staffing and consultants; the Liaison Committee; the cost of the new system; the value of the new system.

275.Québec (Province). Bibliothèque de la Législature. Division de la recherche. *Les «select committees» britanniques.* Québec: la Division, 1982. [22] f. A11 X1 A8r/1983

"En 1979-1980, les nouveaux comités ont amené un niveau sans précédent de spécialisation et de ressources humaines et matérielles. L'attention des médias a transformé l'activité des backbenchers en centre d'intérêt pour le public. La principale contribution de ces comités a été de découvrir, interpréter et présenter des informations. Ils ont indirectement démontré que certaines informations n'étaient pas disponibles. Ils ont examiné des projets de dépenses, révélé des incohérences et des mauvais calculs, suggéré des changements à la loi. D'autres réformes ont été promises; elles concernent l'étude pré-législative et l'étude des crédits. Ces changements sont des cadeaux de réconciliation du gouvernement, si le Parlement veut les considérer comme tels: ils peuvent aussi être les moyens par lesquels les élus réaffirment les pouvoirs et l'influence des parlements d'autrefois."

276.Ryle, Michael. *"The changing Commons". Parliamentary Affairs.* Vol. 47, no 4 (October 1994). P. 647-668

"Although the essential functions of the House of Commons have remained constant, the procedures of the House - and consequently the use that Members make of the opportunities those procedures provide - have all changed significantly. The first half of this article looks at changes in or affecting the Commons, the second asks whether such changes have made it more influential."

277.Ryle, Michael. *"Recent procedural changes in the Commons". Parliamentary Affairs.* Vol. 44, no 4 (October 1991). P. 470-480

"In this article we will describe a selection of procedural changes in the last ten years that illustrate these various features of reform. We will also look briefly at other

reforms that have been canvassed but not - or not yet - adopted. And we will speculate on the impact that constitutional changes - such as proportional representation - might have on Parliament and its processes."

278.Schwarz, John E. *"Exploring a new role in policy making: the British House of Commons in the 1970s". American Political Science Review.* Vol. 74, no 1 (March 1980). P. 23-37

"The British House of Commons is frequently used in comparative analysis as a model of the kind of legislative institution that ratifies and legitimizes public policy decisions taken by the government. It debates but rarely does it actually legislate. Examination of the House of Commons of the 1970s reveals a very different legislature, one that regularly overturns the government on significant policy matters. Furthermore, backbench members of the government's own parliamentary party frequently join coalitions to defeat the government in standing committee and on the floor. The research describes the development of the House of Commons as a decision-making unit in the 1970s, compares its record during the 1970s to the workings of the Commons over preceding decades, and examines various factors that help explain why the behavior of the House and its members changed so over the recent decade."

279.*Select committees.* [London]: House of Commons, Library Research Division, Home Affairs Section, 1992. 60 p. 328.4107657 S464

"This paper discusses the system of departmental select committees established in 1979 following the 1978 report of the Procedure Committee. It will not deal with other forms of select or standing committees of the House, nor of commitees in the House of Lords."

280.Shell, Donald. *"The House of Lords: time for a change". ParliamentaryAffairs.* Vol. 47, no 4 (October 1994). P. 721-737

Évolution de la Chambre des Lords depuis les cinquante dernières années et perspectives de réforme de cette institution.

281.Shell, Donald. *The House of Lords.* Oxford: Philip Allan, 1988. 231 p. 328.41071 S544

"Role in British politics, procedure and membership, and proposals for reform."

282.Smith, Geoffrey. *"Parliamentary change in Britain". The Role of the legislature in Western democracies.* Washington, D.C.: American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1981. P. 37-49. 328.3 R745

"For a good many years the cause of parliamentary reform in Britain has been associated above all with the creation of a strong committee system. This is partly because the experience of Congress suggests that powerful committees are necessary to a strong legislature; partly because British experience shows that it is on select committees that parliamentarians are most likely to rise above the customary dogfight of the party battle; and partly because common sense indicates that it is impossible for a legislature of 635 members to grapple with the intricacies of modern government in plenary session. Only committees can build up the necessary expertise in particular areas and examine policies in sufficient detail."

283.Study of Parliament Group. *"Private bill procedure: a case for reform". Public Law.* (Summer 1981). P. 206-227

"There are contrasting attitudes towards local legislation. One school of thought is generally hostile and claims that there is too much of it, that it is often unnecessary, ill-considered or confused. The alternative view is that local bills provide a useful opportunity for experiment, that procedure should be streamlined to help local councils obtain additional powers more easily and cheaply. On the latter view some of the rigours of parliamentary scrutiny might be eased; on the former view they should be strengthened."

284.Sweetman, John. *"The new select committees at Westminster - an interim appraisal". Table.* Vol. 51 (1983). P. 69-75

"Proposals for reorganising select committees with a view in particular to giving backbenchers the power to exercise more effectively scrutiny over government departments and the activities of Ministers had been the subject of seemingly endless discussion among politicians, journalists and academics for over twenty years. Finally in 1978 after a detailed inquiry the Select Committee on Procedure produced the blueprint for the system which in June 1979 the House eventually adopted."

285.Wheatman, Ruth. *The new departmental select committee structure.* London: House of Commons Public Information Office, 1980. 10 p. (Factsheet; 6). 328.4107205 F142 1-

Description du nouveau système de comités ministériels mis en place en 1980 et des responsabilités dévolues aux nouveaux comités.

286.Wheeler-Booth, A.J. *"The report by the group on the working of the House of Lords, 1987". Table.* Vol. 56 (1988). P. 41-57

"In December 1986, following complaints about proceedings in the previous parliamentary session, the Leader of the House of Lords appointed a small informal Group with the following terms of reference: «to examine the working of the House in present circumstances and to suggest improvements in the conduct of the business of the House»."

287.*"The why and how of reform in Britain". The politics of parliamentary reform.* London: Heinemann Educational Books, 1983. P. 9-127. 328.3042 P769

"This important new work studies the mainstays of the reformist agenda - electoral reform, committee organisation, devolution, the upper chamber and the assertion of backbench independence.

The book breaks new ground with the critical examination of these schemes of reform. The advocates of particular reforms consider the merits and demerits of the other reformist proposals. The role of Parliament is analysed and the various schemes assessed to see how they might strengthen Parliament.

In this debate David Judge analyses the economic and political determinants of reform; Stuart Walkland advocates party realignment through electoral reform; Philip Norton defends the «Norton View»; Bruce George MP and Barbra Evans defend the procedural changes of the 1979 Parliament; Donald Shell supports reform rather than abolition of the Lords; and Michael Keating argues for devolved regional and national assemblies."

288. Winnifrith, C.B. *"Reform of supply procedure at Westminster". Table.* Vol. 50 (1982). P. 39-43

"Historically the most important function of Parliament and the basis of the power of the House of Commons over the Executive is the granting of supply to the Crown. Yet in practice the time spent by the House on discussing the details of expenditure is minimal, although the sums involved are vast. Now far-reaching changes are beginning to be introduced which will enable the House to reassert and even perhaps to extend its traditional duty of scrutinising and controlling public expenditure."

289. *The working of the select committee system: memorenda.* London: HMSO, 1990. 2 vol. 328.410765 W926

"The present select committee system has now operated for ten years. It has focused on the examination of the policies, administration and expenditure of Government. It has thus strengthened the ability of Parliament to look critically at the executive and to call Ministers to account. Whatever assessment may be made about the effectiveness of individual select committees, I am sure they can be a valuable tool in the hands of the legislature, and, if used well, can significantly increase the influence and standing of Parliament."

VIII - AUTRES PAYS, ÉTUDES GÉNÉRALES ET COMPARATIVES

290. Andeweg, Rudy, B. *"Executive-legislative relations in the Netherlands: consecutive and coexisting patterns". Legislative Studies Quarterly.* Vol. 17, no 2 (May 1992). P. 161-182

"In many Dutch and comparative studies of executive-legislative relations the Dutch case eludes straightforward classification. Application of King's typology of modes

of executive-legislative relations shows that the pattern of interactions between ministers and MPs has evolved from a primarily nonparty mode to a predominantly interparty mode. However, Dutch executive-legislative relations appear ambiguous primarily because all modes still exist to some extent, and Parliament can change gear according to the type of issue that is on the agenda."

291.Bécane, Jean-Claude. *"Belgique: le Sénat". Les secondes chambres du Parlement en Europe occidentale.* Paris: Economica, 1987. P. 145-183. 328.4072 S445

"Ainsi, l'avenir du Sénat n'est pas tracé de façon certaine. Il semble cependant que cette réforme implique la suppression des catégories des sénateurs provinciaux et des sénateurs cooptés, de même qu'une modification dans la répartition des compétences entre le Sénat et la Chambre.

Les lois d'août 1980 confirment dans leur ensemble l'essentiel de ces perspectives même si le sort des sénateurs provinciaux et cooptés n'est pas clairement défini. Des incertitudes subsistent toujours sur la composition du futur Sénat ainsi que sur ses compétences. Le devenir de la deuxième chambre en Belgique reste donc encore fort incertain. Une impression d'inachevé domine."

292.Brassinne, Jacques. *"La réforme de l'État de 1993". La Belgique fédérale.* Bruxelles: CRISP, 1994. P. 9-104. 320.949304 C397 40

Principalement les chapitres 2 et 3: la refonte du système bicaméral et l'élection des assemblées.

293.Burkett, Tony. *"Developments in the West German Bundestag, 1969-80". Parliamentary Affairs.* Vol. 34, no 3 (Summer 1981). P. 291-307

The Chancellor and the Cabinet; the role of the opposition; relations between Bundestag and Bundesrat; the committees; the Fraktionen; the plenary session; the Members.

294.Burkett, Tony. *"Reform and the West German Bundestag". The politics of parliamentary reform.* London: Heinemann Educational Books, 1983. P. 165-180. 328.3042 P769

"The reformist movement in Britain has drawn some inspiration from the West German model and certain features like the electoral system and the public financing of political parties have clearly influenced some proposals. The specialised committee system adopted by Westminster since 1979 is a limited version of the system used in the Bundestag. This latter case aside, the influence exerted by the

Bundestag and the West German political system as a whole has been to evoke envy for its style, one of avowed anti-adversarialism, rather than for its mechanics."

295.Damkowski, Wulf. *"Parliamentary investigating committees in the Federal Republic of Germany: functions of conflict management and demands for reforms". Solutions de rechange au règlement des conflits.* Sainte-Foy: Presses de l'Université Laval, 1993. P. 147-166. 342.79 S691

"L'auteur fait ici un bilan de la procédure des commissions parlementaires d'enquête de la République fédérale d'Allemagne. Cette pratique existe à l'échelle aussi bien étatique que fédérale et peut être votée par les membres des Parlements lors de procès publics.

Toute enquête est limitée aux domaines de compétence des Parlements, que les gouvernements ou des citoyens soient partie prenante, et Administration et tribunaux doivent y prêter leur concours. Séparation des pouvoirs, limite temporelle des sessions parlementaires ou manque de volonté politique d'aller plus loin se concrétisent en d'interminables conflits de procédure dont la décision finale appartient aux tribunaux. Même le public pert tout intérêt après un certain temps.

Pour pallier les graves inconvénients qu'entraîne le manque de suivi, et donc d'efficacité, l'auteur suggère quelques améliorations qui pourraient rendre ces commissions indépendantes des stratagèmes internes et ainsi leur donner un réel pouvoir coercitif."

296.Della Sala, Vincent. *"The permanent committees of the Italian chambers of deputies: parliament at work?" Legislative Studies Quarterly.*
Vol. 18, no 2 (May 1993). P. 157-183

"The permanent, or standing, committees of the Italian Parliament have remained largely unexplored by empirical research. This lack of attention reflects the conventional view that the Italian legislature has not developed institutional autonomy, complexity, and stability. This article begins to examine legislative behaviour in committees and explore whether informal rules and patterns may be traced. Evidence suggests that deputies have begun to make full use of the range of formal powers at their disposal. Moreover, some institutional specialization and complexity seems to be taking shape within the committee system, raising questions as to whether the problem of Parliament is still that of its institutionalization."

297.Delpérée, Francis. *"La nouvelle Constitution belge". Revue française de droit constitutionnel.* No 17 (1994). P. 3-16

"La révision constitutionnelle de 1993 modifie, sur d'autres points, le statut du Sénat. Il ne faut pas s'en cacher. Le Sénat, c'est «l'autorité sinistrée de la révision de 1993». Sa composition est transformée. Des attributions lui sont enlevées. D'assemblée égale à la première, la deuxième chambre passe au statut d'une assemblée de seconde

zone.

Le nombre des sénateurs est désormais fixé à soixante-et-onze (au lieu de cent quatre-vingt-quatre). C'est une réduction sensible des effectifs. L'avenir dira si les formations politiques choisiront d'envoyer au Sénat les «grands formats» du parti ou s'ils se contenteront d'y déléguer ceux qui n'auront pas trouvé place sur les listes pour la Chambre des représentants. (...)

Le Sénat perd aussi une part essentielle de son statut de chambre législative. (...) En ce qui concerne l'initiative de la loi, celle-ci -lorsqu'elle émane du Gouvernement - se traduit dans des projets de loi. Elle s'exerce devant la seule Chambre des représentants. Un projet n'est donc soumis au Sénat qu'après avoir été adopté par la Chambre des représentants. En ce qui concerne la discussion et l'adoption de la loi, il appartient à quinze sénateurs au moins de demander que l'assemblée à laquelle ils appartiennent puisse délibérer du projet adopté par la Chambre. (...) Le statut de la Chambre des représentants est, pour sa part, modifié sur un point important. La voici, on le sait, investie des tâches essentielles du contrôle politique. Il lui revient à ce titre de contrôler l'action du Gouvernement fédéral. Mais c'est sur ce point que la Constitution du 5 mai 1993 fait oeuvre novatrice et introduit au niveau fédéral des procédures inspirées d'un régime de parlementarisme rationalisé."

298.Jackson, Keith. *"Parliamentary reform". Parliamentarian.* Vol. 68, no 2 (April 1987). P. 79-80

"A relatively simple procedural reform could give Parliaments substantially more power."

299.Jackson, Robert J. *Models of legislative reform: diagnosis and prescription.* [Montréal?]: [s.n.], 1984. 22 f. 328 J13

Présenté lors de la Conférence sur le contrôle de l'administration et la réforme parlementaire.

300.Mény, Yves. *"L'évolution des fonctions des Parlements". Cahiers français.* No 268 (octobre/décembre 1994). P. 44-52

"Yves Mény souligne ici les contraintes qui pèsent sur les Parlements nationaux pour montrer à quel point la plupart de leurs fonctions traditionnelles se sont érodées - certaines étant même devenues résiduelles ou formelles - même si la fonction de légitimation s'est quant à elle maintenue, voire renforcée, avant de conclure sur la nécessité de réinventer aujourd'hui la fonction parlementaire dans de nombreux pays."

301.Müller, Wolfgang C. *"Executive-legislative relations in Austria: 1945-1992". Legislative Studies Quarterly.* Vol. 18, no 4 (November 1993). P. 467-494

"This article analyzes changes in executive-legislative relations in Austria over the postwar period. The intragovernment mode and the opposition mode are identified as

the most important patterns of relations. Two explanations for the changes within these relations are offered: increasing party system competitiveness and the differing degrees of executive-legislative competitiveness of the types of government in postwar Austria. While both causes are relevant, it is primarily the government types that have influenced executive-legislative relations and account for their changes over time. Finally, the Austrian case is put into comparative perspective. Its peculiar stress on consensus between government and opposition is explained as a special form of political competition."

302.Nothomb, Charles-Ferdinand. *"La rénovation du Parlement". Res publica.* Vol. 31, no 2 (1989). P. 175-179

"Rénover le Parlement c'est, dans ce contexte, restaurer les fonctions essentielles de l'institution: le pouvoir budgétaire, l'action législative et le contrôle du Gouvernement."

303.*Parliamentary change in the Nordic countries.* Oslo: Scandinavian University Press, 1992. 224 p.

"Available analyses indicate a number of basic common features as well as considerable differences in terms of party and committee in the Nordic parliaments. However, comparative studies of the most important similarities and differences are still missing. The chapters to follow attempt to remedy this deficiency.

The most conspicuous differences no doubt concern the rules, procedures, and norms in parliamentary work. National traditions and historical experiences leave a distinct imprint on contemporary politics. Our concern is not with the detailed rules for the processing of parliamentary initiatives and items. We want to focus on the extent to which various procedures for proposals, questions, interpellations, etc. are in fact utilized, especially by non-governmental parties and individual MPs. In particular, we want to see if, as some studies seem to show, there has been increasing parliamentary activity in recent decades. It is also important to investigate whether increasing activity entails augmented conflict in Nordic politics. Other interesting questions are the extent to which parliamentary activity and conflict are associated with the type and composition of governments and possibly with increasing resources and facilities of party groups and individual MPs."

304.*Parliaments in the modern world: changing institutions.* Ann Arbor: University of Michigan Press, 1994. 180 p. 328.407 P2521

"Parliaments in the modern world presents the case that these legislative bodies - long characterized as institutionalized and therefore static - are in fact changing at a surprising rate. Whether the changes are subtle (as in the United Kingdom) or responding to fundamental constitutional rearrangements (as in Italy and Germany), even the casual observer no longer views parliaments as regular or predictable.

Focusing on the parliaments of Great Britain, Germany, Italy, Scandinavia, Turkey, and Central and Eastern Europe, contributors to this volume try to understand how, when, and why parliaments modify themselves."

305. *"Procedural change - answers to the questionnaire". Table.* Vol. 56 (1988). P. 77-117

"The Questionnaire for volume 56 of the Table asked - procedural change: how are changes in the rules of procedure initiated in your House; how is the need for procedural change investigated; do you have a permanent Committee on the Rules of Procedure and what role does it play; are special ad hoc Committees ever used to investigate particular procedural problems? Please give some case studies of procedural changes in your House, and the methods of implementing these changes, during approximately the past ten years."

306. Rush, Michael. *"Parliamentary committees and parliamentary government: the British and Canadian experience". Journal of Commonwealth and Comparative Politics.* Vol. 20, no 2 (July 1982). P. 138-154

"Moreover, the fact remains that in both Britain and Canada reformers have, to some extent, had their way, in that investigatory committees have been introduced into the House of Commons in both countries. Whether the introduction of such committees should be regarded as no more than a sop to reformers or a failure on the part of the executive to understand fully the system they are operating is open to question, but it is a question worth exploring."

307. Vandernacht, Pascale ; Van Nienwenhove, Jeroen. *"La réforme des assemblées législatives à la lumière des révisions constitutionnelles de 1993". Revue belge de droit constitutionnel.* Nos 1/2 (1994). P. 65-96.

"De toutes les réformes institutionnelles qu'a connues la Belgique, celle qui vient d'être consacrée dans le cadre d'une troisième phase, est probablement la plus significative. La Belgique n'est plus un État de type unitaire, engagé dans la voie du fédéralisme. La Belgique est désormais un État fédéral à part entière, comme l'indique l'article 1er de la Constitution. L'une des caractéristiques significatives d'une telle évolution doit nécessairement se traduire par un nouvel aménagement des institutions fédérales et plus particulièrement du Sénat, par une image rénovée du bicaméralisme."